

Karl Marx avait raison

Crise économique capitaliste : les patrons font payer la note aux travailleurs

L'article ci-dessous est la traduction, revue et corrigée pour publication et mise à jour, d'une présentation de Joseph Seymour, membre du comité central de notre section américaine, la Spartacist League/U.S., lors d'un plénum du Comité exécutif international de la Ligue communiste internationale qui s'est tenu en 2008. La version anglaise de cet article a été publiée dans Workers Vanguard n° 927 (2 janvier).

* * *

Un banquier hollandais avait un jour décrit en ces termes l'ambiance à la Bourse de Londres : « C'était comme si tous les déments s'étaient échappés en même temps de l'asile de fous. » C'était il y a plus de trois siècles, quand l'éclatement

de « la bulle des mers du Sud » provoqua un krach des marchés financiers. Donc les choses n'ont pas vraiment beaucoup changé.

L'effondrement des marchés financiers et la grave récession économique auxquels nous assistons aujourd'hui ont commencé aux Etats-Unis, et les Etats-Unis en sont le centre. Donc je voudrais commencer en situant cette crise dans le cadre historique plus large de plusieurs décennies de déclin du capitalisme américain. Toutefois, il est utile d'aborder tout d'abord la nature de la conscience de classe bourgeoise, et notamment celle de la bourgeoisie américaine. La bourgeoisie n'est *pas* une classe collectiviste. Tant dans leurs pratiques

La grève générale secoue les colonies françaises

5 mars – La LTF est entièrement solidaire des grèves générales en Guadeloupe, Martinique et Réunion contre la discrimination économique et raciale dont souffre la population aux mains de ses maîtres coloniaux impérialistes français. La lutte a commencé le 20 janvier en Guadeloupe, qui a été paralysée pendant 44 jours ; la nuit dernière un accord a finalement été signé entre le collectif dirigeant la grève, le Liyannaj Kont Pwofitasyon (LKP) et le préfet, et le LKP appelle à reprendre le travail. La grève a été victorieuse, mais il reste à voir dans quelle mesure les prix des produits de première nécessité vont effectivement baisser, et dans quelle mesure l'une des mesures phare, une augmentation de 200 euros pour les bas salaires et les minimums sociaux, va être mise en œuvre : les 200 euros se décomposent en

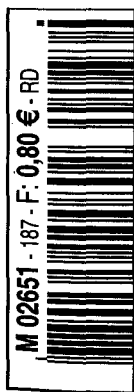
une subvention de 100 à 150 euros par l'Etat pour une durée de trois ans seulement. La principale organisation de patrons locale, le MEDEF, a refusé jusqu'au bout de signer l'accord,

Pour le droit à l'indépendance ! A bas l'impérialisme français !

se contentant de recommander informellement à ses membres d'octroyer une prime, et non une augmentation de salaires, de 50 à 100 euros selon le rapport de forces par entreprise ; ils vont tout mettre en œuvre pour ne pas l'appliquer ou immédiatement revenir dessus.

La lutte s'est heurtée initialement au mépris raciste et au silence du gouvernement Sarkozy, à l'image du mépris de la

Suite page 13



professionnelles que dans la politique gouvernementale qu'ils préconisent, les capitalistes sont avant tout motivés par leur intérêt particulier immédiat, et non par une vision plus large des intérêts à long terme de leur classe. Certes, les revenus et les richesses de tous les capitalistes individuels proviennent de la masse de la plus-value produite par l'exploitation du travail. Mais dans leurs activités quotidiennes, les capitalistes, et particulièrement les capitalistes financiers, sont principalement guidés par le désir de s'enrichir eux-mêmes, aux dépens d'autres capitalistes.

Je viens de terminer un livre dont le titre est *Traders, Guns & Money : Knowns and Unknowns in the Dazzling World of Derivatives* [Les traders, les armes et l'argent : ce qu'on sait et ce qu'on ignore du monde fascinant des produits dérivés – 2006] ; c'est écrit par Satyajit Das, un vieux briscard du marché des produits dérivés. C'est très amusant, vraiment très drôle. A un moment, Das travaillait pour une banque d'affaires qui cherchait à inciter un gérant japonais de fonds de pension à devenir leur client :

« La banque le courtisait sans répit et sans succès depuis des années. Il s'avéra que le gérant de fonds avait une faiblesse – un penchant caricatural pour les grandes blondes, avec de longues jambes et les yeux bleus. La banque avait supposé que la femme n'avait pas besoin d'être japonaise.

« Une recherche globale fut entreprise, et le département des ressources humaines (DRH) fit des merveilles. La banque trouva une Scandinave stéréotypée pour couvrir le gérant de fonds. La femme en question – s'il vous plaît, ne riez pas – s'appelait Ulrika. Elle était brillante, plaisante et efficace ; il y avait un seul problème – elle ne connaissait rien aux produits dérivés. Son domaine, c'était les cosmétiques. La banque l'a quand même engagée en se disant, à juste titre, comme la suite devait le montrer, que ce qui intéressait le gérant de fonds, ce n'était pas ses produits dérivés. »

Quand j'ai lu ce livre, en tant que marxiste, ce qui m'a le plus frappé, c'est qu'il n'était absolument pas question de la division du produit social entre salaires et profits, ou plus généralement de plus-value, y compris la rente et l'intérêt. Tout le livre était focalisé sur la division de la plus-value entre capitalistes financiers et non financiers, et entre groupes de capitalistes financiers concurrents. Cela montrait que la plupart des capitalistes s'occupent de se baiser les uns les autres au maximum. Le secteur politiquement décisif de la bourgeoisie ne subordonnera ses propres intérêts immédiats à ce qu'il considère comme les intérêts à long terme plus larges de sa classe que s'il se sent suffisamment menacé, d'en bas par la classe ouvrière ou de l'extérieur par des Etats hostiles. Et quand ce n'est pas le cas, c'est un monde à la Thomas Hobbes, où tout le monde se bat contre tout le monde.

La fin de l'hégémonie économique américaine de l'après-Deuxième Guerre mondiale

En gardant cela en tête, examinons les grandes lignes de l'histoire de l'économie capitaliste américaine de l'après-guerre. Pendant les deux premières décennies qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale, les Etats-Unis dominaient le marché mondial des produits industriels. Ils maintenaient une balance commerciale largement bénéficiaire avec presque tous les autres pays capitalistes. Toutefois, vers le milieu des années 1960, l'Allemagne de l'Ouest et le Japon avaient reconstruit et modernisé leurs économies de telle sorte qu'ils pouvaient concurrencer efficacement les Etats-Unis sur les marchés mondiaux, et aussi sur le marché intérieur américain. Donc les grands flux commerciaux se sont inversés. Les Etats-Unis ont commencé à avoir une balance commerciale déficitaire.

En l'espace de quelques années, ce renversement a détruit le système monétaire international de l'après-guerre, qui avait été établi en 1944 à la conférence de Bretton Woods, dans l'Etat américain du New Hampshire. On appelait cela « l'étalon-or » où le dollar était convertible en or à un taux fixe. Les taux de change respectifs des monnaies des pays capitalistes les plus importants étaient fixés pour de longues périodes et ancrés au dollar. Washington promettait – et le mot important ici c'est « promettait » – que les autres gouvernements pouvaient librement convertir tous les dollars en leur possession en or, au taux de 35 dollars l'once [environ 28 grammes].

Au début des années 1970, ce n'était objectivement plus possible. La quantité de dollars détenus par des banques centrales étrangères dépassait de loin le stock d'or des Etats-Unis, échangeable à 35 dollars l'once. Le gouvernement français de Charles de Gaulle, qui prenait ombrage de la domination internationale des Etats-Unis et aspirait à restaurer la « grandeur » de la France, commença à convertir en or ses avoirs en dollars. Donc en août 1971, le Président américain Richard Nixon ferma la « fenêtre or » en mettant fin à la convertibilité du dollar en une marchandise universelle dotée d'une valeur (travail) intrinsèque. Après quelques conférences internationales inefficaces émergea un non-système de taux de change flottants. Depuis lors, les taux de change des différentes devises sont déterminés par l'état du marché, modifié occasionnellement par des interventions des gouvernements. La raison pour laquelle j'évoque cela, c'est parce que le régime des taux de change flottants a eu deux conséquences à long terme qui sont derrière la crise financière actuelle.

Premièrement, il a créé une forte incertitude, à savoir un risque de perte, pour toutes les transactions financières internationales, en particulier pour les transactions financières à long terme. De ce fait, les taux de change sont devenus une importante sphère de spéculation financière. Une grande partie du livre de Das sur les marchés de produits dérivés est consacrée aux techniques permettant de se protéger des modifications des taux de change entre devises et de spéculer là-dessus.

Deuxièmement, en rompant le lien entre le dollar et l'or, le capitalisme américain, au niveau des entreprises comme à celui du gouvernement, a pu augmenter massivement sa dette extérieure, la seule limite maximale étant la quantité d'actifs libellés en dollars que les gouvernements et les investisseurs étrangers étaient prêts à détenir. Un dollar représente aujourd'hui environ 20 % de ce qu'il valait en 1971. Cet aspect de la crise mondiale actuelle a été récemment souligné par

LE BOLCHEVICK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section française de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Herminio Sanchez Réalisation : Guillaume José
 Directeur de publication : Xavier Benoît Diffusion : Marc Guétier
 Rédacteur en chef technique : Dominique Arnaud

Le Bolchévick est édité par la SEDI, SARL au capital de 3 048,98 euros. ISSN 0395-4269
 Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Commission paritaire : n° 0713 P 11506. Distribué par les NMPP.
 Imprimerie : Roto Presse Numéris, 36-40 Bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Travail et des industries graphiques.

Massacre sioniste à Gaza

Pour une fédération socialiste du Proche-Orient !

Nous reproduisons ci-après, revue et abrégée pour publication, la présentation de notre camarade Henri Robur lors du meeting de la LTF à Paris le 7 février.

* * *

Probablement plus de 1 500 Palestiniens ont été massacrés par l'armée israélienne dans la bande de Gaza depuis le début de son opération « plomb durci », le 27 décembre. Le gouvernement israélien a délibérément planifié un abominable carnage de civils dans ce territoire qui n'est rien d'autre qu'un camp de concentration géant. Malgré le blocus de l'information imposé par la machine de guerre sioniste, le monde horrifié a pu voir les images des bombardements massifs de quartiers surpeuplés, l'utilisation d'armes particulièrement atroces comme les bombes au phosphore blanc, qui continue à brûler à l'intérieur même des plaies, les rues jonchées de bras, de jambes et de têtes arrachées par les bombes et les obus. Aujourd'hui règne un cessez-le-feu précaire. Mais une nouvelle offensive militaire israélienne à Gaza n'est pas du tout exclue, notamment après les élections israéliennes d'hier. Celles-ci ont en effet été marquées par une forte poussée des partis les plus à droite, le Likoud de Benyamin Nétanyahou et Israël Beitenou d'Avigdor Lieberman. Ces fanatiques avaient reproché au gouvernement sortant d'avoir arrêté la guerre avant d'avoir eu le temps de « finir le travail » à Gaza. Et ils sont aujourd'hui bien placés pour constituer le noyau du prochain gouvernement.

Fin janvier, des journalistes et des représentants d'organisations humanitaires ont pu pénétrer dans les ruines de Gaza. Ils sont revenus avec des témoignages accablants sur les crimes de guerre israéliens. Un habitant du hameau d'Ezbet Abed Rabbo a ainsi raconté à l'envoyé spécial de *l'Humanité* l'arrivée des chars, le 7 janvier. Des haut-parleurs ont ordonné aux gens de sortir de leur maison. Ce père de famille, Khaled, décrit l'horreur : « *J'étais avec ma femme, nos trois filles et ma mère. J'avais un drapeau blanc. Sur le char, il y avait deux soldats. L'un mangeait des chips, l'autre du chocolat. On est resté comme ça pendant plus de cinq minutes, alignés [...]. Soudain un soldat est sorti du char. Il était roux et portait les papillotes des religieux. Il a tiré sur ma petite fille de deux ans, Amal. Ses intestins sont sortis de son ventre. Puis il a visé en rafale celle de sept ans, Sohad. Ma femme s'est évanouie. Il a tiré sur ma mère.* » Une ambulance se trouvait à proximité. Les soldats ont fait descendre le chauffeur, ont écrasé le véhicule avec un char, et ont ensuite tué un Palestinien qui voulait aider Khaled à emmener ses enfants blessés à l'hôpital. Deux de ses filles sont mortes. La troisième a survécu, mais est restée paralysée des quatre mem-



Reuters/Mohammed Salem

Destructions à Gaza

bres (*l'Humanité*, 26 janvier). Et cette atrocité n'est évidemment pas un cas isolé.

Nous avons dès le 1^{er} janvier produit un tract appelant à la défense du peuple palestinien (sans donner le moindre soutien politique aux islamistes réactionnaires du Hamas), au retrait d'Israël des territoires occupés, et à une fédération socialiste du Proche-Orient (voir page 29, et la traduction arabe page 32). Nous en avons diffusé des milliers d'exemplaires, notamment sur les manifestations de protestation contre le bain de sang sioniste, qui ont eu lieu à Paris en janvier.

Si le gouvernement israélien a pu ainsi, une fois encore, massacrer des Palestiniens en toute impunité, c'est parce qu'il savait qu'il pouvait compter sur le soutien et la protection des puissances impérialistes. D'abord, bien sûr, les Etats-Unis. L'administration Bush, comme on pouvait s'y attendre, a apporté son soutien total à l'attaque contre Gaza. Mais quasiment tous les politiciens du Parti démocrate, à commencer par Barack Obama, se sont également alignés derrière la guerre menée par l'Etat sioniste. Les impérialistes français et européens ont, eux aussi, réaffirmé dès le début de l'offensive leur soutien à Israël. Et une fois de plus, la complicité des régimes bourgeois arabes pro-américains avec les massacreurs de Palestiniens est apparue dans toute son obscénité, notamment dans le cas de l'Egypte qui a totalement bouclé sa frontière avec Gaza.

La gauche française soutient... l'impérialisme français au Proche-Orient

Quant à la gauche réformatrice française, derrière les appels à la « *solidarité avec la résistance du peuple palestinien* » (*Rouge*, 8 janvier), sa position réelle consiste à demander aux impérialistes français et européens d'intervenir, diplomatiquement et militairement, pour défendre les Palestiniens et

« sanctionner » Israël. Ainsi, l'appel à la manifestation du 24 janvier, signé entre autres par le PCF et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), réclamait « la suspension de tout accord d'association entre l'UE et Israël », « des sanctions immédiates contre Israël » et « la protection de la population de Gaza et de tout le peuple palestinien » (*l'Humanité*, 24 janvier). Dans la même veine, Olivier Besancenot, le porte-parole de la LCR, avait déclaré le 10 janvier que les manifestations devaient être « un moyen de pression pour faire appliquer les résolutions de l'ONU » (*l'Humanité*, 12 janvier).

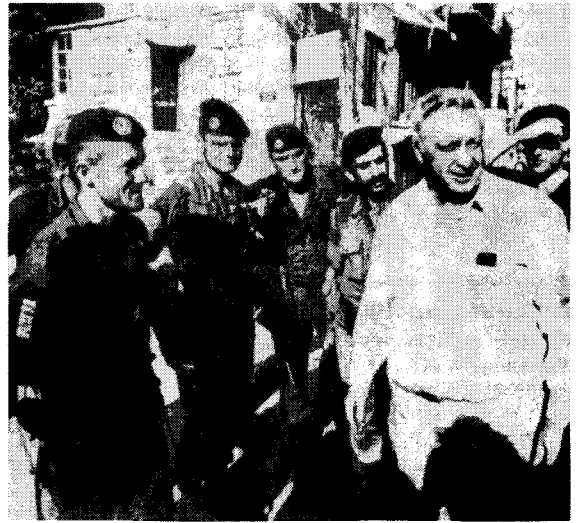
Pour ces réformistes, l'Etat capitaliste français pourrait, sous la pression « populaire » ou (mieux encore), avec l'arrivée aux affaires d'un gouvernement « 100 % à gauche », changer de politique et se mettre à jouer un rôle « progressiste » au Proche-Orient (et ailleurs). Mais l'impérialisme, comme nous l'a enseigné Lénine, n'est pas une « mauvaise politique » ; c'est au contraire l'expression des intérêts fondamentaux de la classe dirigeante capitaliste. Prétendre et chercher à faire croire le contraire, c'est aider cette classe dirigeante à tromper les travailleurs, et tous ceux qui cherchent comment en finir avec ce système d'exploitation et d'oppression.

Ce faisant, ces sociaux-chauvins contribuent activement à saper et à saboter toute mobilisation contre les manigances diplomatiques et militaires sordides de la bourgeoisie française – quand ils ne les encouragent pas ouvertement. Marie-George Buffet, secrétaire nationale du PCF, a « interpellé » le Premier ministre Fillon à l'Assemblée nationale : « *La France et ses partenaires européens sont-ils prêts à saisir l'Assemblée générale de l'ONU pour qu'une force de protection internationale assure la sécurité de tous dans la région ? [...] Une force qui ouvrirait la possibilité d'une relance d'un processus de paix digne de ce nom* » (*l'Humanité*, 7 janvier). Deux semaines plus tard, on pouvait lire dans *l'Humanité* (20 janvier) que Sarkozy avait proposé « d'utiliser les unités navales de la FINUL [forces de l'ONU au Sud-Liban, y compris un fort contingent militaire français] pour sécuriser l'environnement maritime de Gaza ». En clair : Sarkozy offrait d'expédier une frégate de la marine française qui croise actuellement au large des côtes libanaises pour empêcher la « contrebande d'armes » vers la bande de Gaza. On se demande si Buffet va accompagner Sarkozy lors de sa prochaine visite officielle dans la région, comme au Liban en juin 2008 !

Et justement, c'est au Liban qu'en 1982 déjà, le gouvernement français « de gauche » dirigé par le président François Mitterrand, élu avec le soutien électoral quasi-unanime de la gauche et de l'« extrême gauche », Lutte ouvrière (LO) y compris, et dans lequel le PCF occupait quelques strapontins ministériels, avait envoyé une « force d'interposition ». Cette force était censée protéger les Palestiniens des camps de réfugiés de Beyrouth, assiégés par l'armée israélienne. En fait, les



UPI



Paris Match

A gauche : Charnier au camp palestinien de Sabra en 1982. A droite : La légion étrangère française, accueillie ici par le général de l'armée sioniste Ariel Sharon à Beyrouth, avait participé au désarmement des combattants palestiniens, préparant le terrain pour le massacre de 2 000 réfugiés par des fanatiques à la solde d'Israël.

paras et les légionnaires français ont désarmé les combattants de l'OLP, préparant ainsi les tueries de Sabra et Chatila : le massacre, plusieurs jours durant, de milliers de civils désarmés par les tueurs des milices phalangistes libanaises lâchés dans ces camps par l'armée israélienne qui les encerclait. Voilà le genre de « protection » que peuvent attendre aujourd'hui les habitants de Gaza de la part de « *la France et ses partenaires européens* » !

LO n'a pas signé ou publié d'appel explicite à une intervention impérialiste pour sauver les Palestiniens ou « sanctionner » Israël. Comme souvent, le réformisme de LO s'est exprimé « en creux », à travers des reproches rhétoriques adressés aux gouvernements capitalistes. L'« éditorial d'Arlette Laguiller » du 29 décembre illustre parfaitement cette duplicité : « *Les Etats-Unis, la France, l'Union européenne, l'ONU se disent en paroles pour la reprise du "processus de paix". Mais ni les uns ni les autres n'ont condamné franchement la politique israélienne, encore moins fait quoi que ce soit pour contraindre Israël à la modifier* » (*Lutte Ouvrière*, 2 janvier). Bien sûr, si vous mettez ça sous le nez d'un militant de LO, en lui disant que c'est un appel hypocrite à Sarkozy pour qu'il « condamne franchement » la politique israélienne, il va vous répondre que ce n'est pas ce qui est écrit, et que ce n'est pas comme ça qu'il faut le comprendre. Mais un ouvrier « moyen » – et c'est précisément à ce type de travailleurs que s'adressent les « éditoriaux des bulletins d'entreprise » de LO – ne peut justement pas comprendre cela *autrement* que comme un appel à ce que « *la France, l'Union européenne, l'ONU* » changent de politique. Et pour faire bonne mesure, ce même éditorial du 29 décembre laisse ensuite entendre que l'Etat d'Israël aussi pourrait peut-être changer de « politique », en affirmant que « *depuis longtemps [il] a choisi de s'appuyer sur l'aide des puissances occidentales plutôt que de tendre la main au peuple arabe* ».

Des accords d'Oslo au bain de sang de Gaza

Ce qui est à l'œuvre à Gaza, c'est la logique barbare du capitalisme impérialiste et du nationalisme sioniste. Depuis

Suite page 24

Fondation du Nouveau parti anticapitaliste de Besancenot

Les sociaux-démocrates du NPA trahissent la classe ouvrière et les opprimés

La conférence de fondation du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) s'est tenue à la Plaine-Saint-Denis du 6 au 8 février, le jour après que la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) d'Olivier Besancenot avait voté sa liquidation dans son ultime conférence. Le NPA a adopté des « Principes fondateurs » et une « Résolution générale situation politique et sociale » ; il a aussi adopté des statuts provisoires et élu une direction de 192 membres et, dans l'attente de dernières négociations avec le PC et le Parti de gauche, a décidé de se présenter seul aux prochaines européennes.

Le PS a montré que la concurrence que le NPA représente sur le terrain social-démocrate lui fait peur en commentant qu'il ne fallait pas se laisser tromper par les apparences démocratiques du NPA et qu'en réalité c'étaient des trotskystes impénitents et des partisans du « plus extrême archaïsme » (comme le dit le sénateur PS Henri Weber dans *le Monde* du 7 février), autrement dit le « totalitarisme à la soviétique ». Rien ne peut être plus éloigné de la vérité : le NPA est une nouvelle formation social-démocrate qui veut faire son beurre avec le soutien de la LCR pour la contre-révolution capitaliste en Union soviétique et en Europe de l'Est et avec l'agonie du PC. C'est pourquoi ils dénoncent la Révolution russe et la dictature du prolétariat. Ils veulent être reconnus comme les « socialistes du XXI^e siècle » français, c'est-à-dire les sociaux-démocrates remplaçant les « socialistes du XX^e siècle » du PS et du PC.

Loin d'être des trotskystes, les ancêtres de Besancenot, dirigés par Michel Pablo et son lieutenant Ernest Mandel, avaient détruit la Quatrième Internationale de Trotsky au début des années 1950. Comme nous l'avons documenté dans notre supplément de février sur l'histoire du liquidationnisme pabliste : « *Le fil directeur qui gouverne toute l'histoire du pablisme depuis plus de 50 ans, c'est chercher un substitut à la construction d'un parti léniniste.* » Dans les années 1950 c'étaient les PC staliniens dans lesquels les

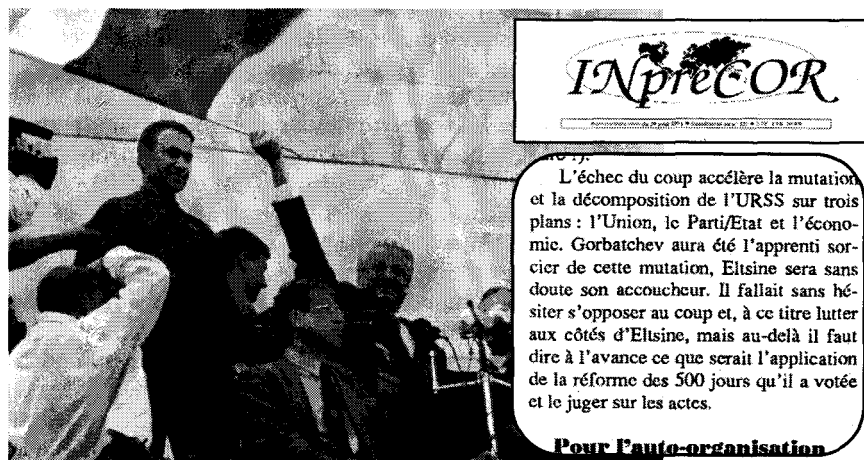
pablistes se sont liquidés partout où c'était possible (aussi bien que dans des organisations social-démocrates ou nationalistes petites-bourgeoises ailleurs). Dans les années 1980 leur principale section, la LCR française, a soutenu le front populaire de guerre froide de Mitterrand et les forces dédiées à restaurer le capitalisme en Union soviétique : ils ont notamment soutenu les mollahs financés à l'époque par la CIA pour lutter en Afghanistan contre l'Armée rouge, les contre-révolutionnaires catholiques de Solidarnosc en Pologne, et finalement les barricades de Boris Eltsine qui a pris le pouvoir en août 1991 pour restaurer le capitalisme en Russie ; avec cela les pablistes sont devenus les sociaux-démocrates endurcis qu'ils sont aujourd'hui. Seule la Ligue communiste internationale repose sur les principes et le programme du marxisme révolutionnaire, basé sur les leçons historiques chèrement payées de la classe ouvrière. Notre but est d'établir le communisme dans le monde entier. Comme nous le disons dans notre déclaration de principes internationale (*Spartacist* édition française n° 32, printemps 1998) :

« la victoire du prolétariat à l'échelle mondiale mettrait en abondance matérielle encore inimaginée au service des besoins de l'humanité, créerait les conditions permettant d'éliminer les classes, d'éradiquer l'inégalité sociale basée sur le sexe et d'abolir la signification même, au niveau social, de race, de nation et d'ethnie. Pour la première fois, l'humanité saisira les rênes de l'histoire et contrôlera la société, sa propre création, ce qui se traduira par une émancipation du potentiel humain dépassant ce qu'on peut imaginer aujourd'hui et par un bond en avant monumental de la civilisation. »

La Révolution russe, en dépit de sa dégénérescence ultérieure aux mains d'une bureaucratie stalinienne qui avait usurpé le pouvoir politique à partir de 1924, a montré qu'il était possible pour la classe ouvrière de renverser le capitalisme et de développer les forces productives d'une façon inouïe. La leçon fondamentale de la Révolution russe c'est que pour émanciper l'humanité la classe ouvrière a besoin d'une avant-garde communiste révolutionnaire pour la diriger, ainsi que tous les opprimés derrière elle, pour renverser ce système capitaliste pourrissant. C'est pourquoi nous disons que nous sommes le parti de la Révolution russe. En dépit du mythe de la so-disant « mort du communisme », un mythe dont le NPA lui-même est un sous-produit, la construction d'un tel parti de type bolchévique est la tâche à laquelle font face les révolutionnaires aujourd'hui.

Le nouveau parti « anticapitaliste » : pendu aux mamelles de l'Etat capitaliste

Pour donner des garanties aux anticommunistes les plus enragés, les pablistes ont promis qu'ils dissoudraient entièrement la LCR et qu'ils interdiraient même la consti-



INprecOR

L'échec du coup accélère la mutation et la décomposition de l'URSS sur trois plans : l'Union, le Parti/Etat et l'économie. Gorbatchev aura été l'apprenti sorcier de cette mutation, Eltsine sera sans doute son accoucheur. Il fallait sans hésiter s'opposer au coup et, à ce titre lutter aux côtés d'Eltsine, mais au-delà il faut dire à l'avance ce que serait l'application de la réforme des 500 jours qu'il a votée et le juger sur les actes.

Pour l'auto-organisation

Sygm

Le supplément d'*InprecOR* d'août 1991 revendique pour les pablistes la solidarité avec les barricades de la contre-révolution menée par Boris Eltsine.

tution à l'intérieur du NPA d'une fraction affiliée à leur « internationale » bidon, le soi-disant Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale (SU). Dans la LTF nous nous demandions comment ils allaient arriver à continuer à recevoir d'importants subsides de l'Etat capitaliste, qui sont calculés sur la base principalement de leur score électoral aux dernières législatives : lors des élections de 2007 ils se présentaient encore comme LCR et leurs résultats donnaient droit à la LCR à un chèque annuel du ministre de l'Intérieur d'environ 900 000 euros par an pendant les cinq années suivantes (pour être plus précis, 897 132,93 euros, comme le stipule le décret du 27 janvier, consolidé le 16 février). La réponse à notre question était simple : officiellement ils n'ont pas dissous la LCR ! Ainsi *Rouge* (12 février) a écrit noir sur blanc :

« Afin d'assurer la poursuite du versement de l'aide publique aux partis politiques (fondée sur les résultats obtenus par la LCR aux élections législatives de juin 2007), le congrès [de "liquidation" de la LCR] a décidé, à l'unanimité, le maintien d'une "structure LCR", la constitution d'un "comité de suivi" et le versement au NPA de l'intégralité de la subvention publique (une fois déduite la cotisation de l'ex-LCR à la IV^e Internationale). »

Autant pour l'« indépendance » du NPA vis-à-vis de l'Etat capitaliste : la subvention étatique de 900 000 euros à la LCR était en gros équivalente aux cotisations payées par ses membres (dont ces derniers en déduisaient de plus une partie de leurs impôts !), et considérablement plus significative que leur campagne financière annuelle de 100 000 euros. Nous avons au contraire toujours refusé par principe tout argent d'un quelconque Etat capitaliste, qui est le comité exécutif de l'ennemi de classe capitaliste. Qui paie les violons choisit la musique !

Cette subvention réduit à néant même la déclaration vague et sans contenu de classe du NPA dans ses « Principes fondateurs » qu'« *Il n'est pas possible de mettre l'Etat et les institutions actuelles au service d'une transformation politique et sociale.* » L'attitude des pablistes découle de leur compréhension social-démocrate que l'Etat bourgeois est en soi une entité neutre placée au-dessus des classes sociales et qu'il s'intéresse à soutenir également toutes les organisations démocratiques qui participent aux élections bourgeoises.

Peut-être que les pablistes se plaignent occasionnellement que l'Etat a un biais contre le peuple – afin de répandre l'illusion que ce n'est pas nécessairement le cas et que cela peut être rectifié par la pression dans la rue exercée par ses victimes. Ainsi, dans leur « Résolution générale », ils exigent « *des moyens efficaces de contrôle de la police par la population et des sanctions contre les atteintes à la dignité des personnes perpétrées par les forces de l'ordre.* ». Le contrôle de la police est à l'opposé de la compréhension marxiste que l'Etat se compose de détachements spéciaux d'hommes armés, de prisons, etc., dédiés à la défense du pouvoir de la classe dirigeante grâce à leur monopole de la violence, et qu'il faudra les détruire dans une révolution socialiste installant à leur place la dictature du prolétariat. Dans son œuvre *L'Etat et la révolution*, écrite en août 1917 en préparation de la révolution d'Octobre, Lénine avait rétabli les enseignements de Marx et Engels qui avaient été galvaudés par leurs épigones :

« L'Etat se forme ; il se crée une force spéciale, des détachements spéciaux d'hommes armés, et chaque révolution, en détruisant l'appareil d'Etat, nous montre de la façon la plus évidente la lutte de classe toute nue, comment la classe dominante s'efforce de reconstituer les détachements spéciaux d'hommes armés qui la servaient, et comment la classe opprimée s'efforce



Rouge, 13 janvier 2000 : la LCR donne le ton pour son « socialisme du XXI^e siècle » avec un supplément dégoulinant d'anticommunisme.

de créer une nouvelle organisation de ce genre, capable de servir non les exploités, mais les exploités. »

Il n'est pas surprenant que le NPA rapporte avec fierté qu'il compte parmi ses membres fondateurs un juge capitaliste (voir le conte de fées de François Coustal, *l'Incroyable histoire du Nouveau parti anticapitaliste*).

« Anticapitalisme » et antisoviétisme

Pour mettre les points sur les « i », le congrès du NPA s'est décidé à une claire majorité pour la dénomination « nouveau parti anticapitaliste » plutôt que « parti anticapitaliste révolutionnaire ». De rajouter le mot « révolutionnaire », comme le proposaient, pour couvrir leur propre réformisme, les charlatans de l'ancienne minorité de Lutte ouvrière (LO) et autres militants de gauche qui ont adhéré au NPA, n'aurait rien changé. Mais de l'ôter, ainsi que toute référence au communisme, à Lénine ou Trotsky, ou même à Marx à l'exception de deux citations du *Manifeste du Parti communiste*, est une promesse explicite à la bourgeoisie qu'ils sont des ennemis de la révolution socialiste.

En fait le mot « anticapitaliste » est du langage codé pour dire qu'on peut se mettre d'accord que le capitalisme n'est pas bien et qu'il faut quelque chose de mieux, mais en tout cas on n'appellera pas cela du socialisme car cela pourrait donner à tort à penser au « socialisme réel », c'est-à-dire la Révolution russe et l'Union soviétique. Aujourd'hui l'unification de la « gauche de la gauche » à laquelle convie le NPA se base sur une haine commune du premier Etat ouvrier de l'histoire, et en ce qui concerne les organisations qui s'y sont jointes (LCR d'abord, mais aussi l'ex-minorité de Lutte ouvrière, la Gauche révolutionnaire, le groupe CRI...), un soutien commun à la contre-révolution capitaliste en URSS et en Europe de l'Est. Nous avons au contraire défendu jusqu'au bout l'URSS et ses acquis pour les travailleurs du monde contre l'impérialisme et la contre-révolution capitaliste ; aujourd'hui l'effondrement en cours de l'économie capitaliste, pour lequel les travailleurs sont appelés à payer, met au grand jour l'anarchie meurtrière de ce système et la supériorité intrinsèque d'une économie planifiée, y compris en dépit d'une excroissance bureaucratique parasitaire stalinienne comme c'était le cas en URSS à partir de 1924. Nous sommes

Suite page 8

Mobilisations étudiantes contre la loi Péresse

28 février – Depuis le début de l'année les facs sont mobilisées contre les projets du gouvernement Sarkozy-Péresse de liquider les instituts de formation des enseignants du primaire et du secondaire et d'attaquer le statut des enseignants-chercheurs. Les manifestations ont rassemblé des dizaines de milliers de personnes, essentiellement des enseignants d'université et des étudiants en master ou en doctorat. Nos camarades ont pris part à ce mouvement sur les facs à Paris et Rouen ; ils sont intervenus pour s'opposer à cette attaque contre l'éducation. Il était crucial pour cela de mettre en garde les étudiants contre la campagne en sous-main des sociaux-démocrates sur les facs pour un nouveau gouvernement capitaliste « de gauche », suite au changement de direction du PS depuis son congrès – encore il y a un an le PS soutenait la loi LRU de Sarkozy.

De fait, la loi Péresse s'inscrit fondamentalement dans un processus de démantèlement de l'enseignement supérieur public qui a été mis en branle sous le gouvernement Jospin-Buffet-Aubry, avec le « processus de Bologne » de 1998 et la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) de 2001 (voir notamment *l'Humanité* du 10 février). C'est dire qu'il n'y a rien à attendre pour l'éducation d'un nouveau gouvernement capitaliste de gauche. Nous luttons pour un enseignement gratuit et de qualité pour tous, avec des bourses adéquates. Mais sous le capitalisme, l'université demeure une institution de classe destinée à former les futurs cadres et idéologues du système capitaliste d'exploitation et d'oppression (en France ses cadres centraux sont formés jusqu'à présent dans des instituts d'élite spécialisés) ; c'est particulièrement manifeste avec cette mobilisation qui touche essentiellement pour le moment les étudiants au-delà de la licence, alors que la grande majorité des étudiants d'origine ouvrière ont déjà été éliminés et éjectés du système éducatif sans diplôme de l'enseignement supérieur. Le but de notre travail sur les facs est de trouver quelques étudiants prêts à trahir la cause de la bourgeoisie et se mettre au service de la révolution prolétarienne pour en construire le parti léniniste d'avant-garde.

Les sociaux-démocrates du Nouveau parti anticapitaliste au contraire, qui sur de nombreux campus ont joué un rôle dirigeant dans la mobilisation (aidés par la Jeunesse communiste, l'UNEF et SUD Etudiant), ont tout fait pour y rendre l'atmosphère agréable à leurs congénères du PS. Leur « unité dans la lutte » avec le PS n'est qu'une couverture transparente à la promotion qu'ils font d'un futur gouvernement de gauche, « en toute indépendance » bien entendu du PS. Au nom de cette unité avec le PS ils ont tout fait pour circonscrire les AG au cadre réformiste le plus étroit. A Rouen Mont-Saint-Aignan ils ont même fait des pieds et des mains pour empêcher les étudiants réunis en AG de se prononcer pour la régularisation des étudiants sans papiers et contre une agression anticommuniste et raciste ayant eu lieu sur la fac de Rouen Mont-Saint-Aignan contre un de nos sympathisants juste avant que n'explode la mobilisation contre la loi Péresse. Au bout de trois fois nos camarades sont finalement parvenus à faire adopter par l'AG du 19 février la motion suivante :

« Le mercredi 21 janvier, un étudiant sympathisant de la LTF a été agressé physiquement sur le campus de Mont-Saint-Aignan par trois voyous anticommunistes et racistes. Ce sont les attaques du gouvernement contre l'éducation, la classe ouvrière, les immigrés et les jeunes de banlieue qui favorisent de telles agressions.

« Les étudiants, professeurs et travailleurs rassemblés ici en AG condamnent cette attaque et déclarent que cette vermine sera chassée si elle réapparaît. La puissance du mouvement ouvrier doit être mobilisée. Une attaque contre un est une attaque contre tous. »

Nous reproduisons ci-dessous le tract de la LTF publié à Rouen le 31 janvier.

Protestez contre l'agression anticommuniste sur le campus de Mont-Saint-Aignan !

Le mercredi 21 janvier vers midi, J. P., un étudiant de la fac de Lettres a été agressé physiquement sur le campus par trois nervis anticommunistes et racistes. Asséné de coups, il souffre de plusieurs hématomes, aux jambes et aux côtes. La Ligue trotskyste de France (LTF) condamne fermement cette agression anticommuniste envers J. P., un sympathisant de notre organisation.

Nous appelons le mouvement ouvrier, les étudiants et particulièrement les étudiants étrangers ou d'origine immigrée, les organisations politiques de gauche, les syndicats du personnel IATOS et des enseignants présents à la fac de Rouen, à être sur leurs gardes contre cette racaille. L'un de ces nervis était grand au crâne rasé, avec un piercing à la langue et un bout de sourcil rasé, le deuxième un brun aux cheveux courts avec des lunettes carrées et une petite barbe et le troisième type, gros et pas très grand, avec un sac bleu-noir avec un doigt d'honneur dessiné dessus.

Une fois que les coups se sont arrêtés contre notre sympathisant, un de ces individus lui a craché au visage en lançant un « Salopard de coco ! » et le menaçant que s'il recommençait à afficher ou dire ses « saletés de sang-mêlé », ils reviendraient. Le mouvement ouvrier, basé sur la puissance sociale des syndicats, doit empêcher que de telles ordures attaquent en toute impunité les militants de gauche, propagent des slogans fascistes et cherchent à intimider tous ceux qui s'opposent à ce système capitaliste du racisme et de l'oppression. A bas la campagne et la terreur anticommunistes et racistes ! Les étudiants, les organisations politiques de gauche et les syndicats du personnel IATOS et des enseignants doivent condamner cette attaque qui vise au final le mouvement ouvrier. S'ils réapparaissent, ils devraient être chassés. Une attaque contre un est une attaque contre tous !

L'administration universitaire, représentante du gouvernement sur le campus, met en place la politique répressive du gouvernement. Sous prétexte que nous ne sommes pas une « organisation syndicale représentative », elle nous a refusé une salle pour notre meeting du 3 décembre dernier. En fait, elle ne veut pas que la fac « soit un espace d'organisations

politiques ». Cette décision nie le droit démocratique des étudiants de se réunir alors que cela était possible auparavant et ne fait qu'encourager l'hystérie anticommuniste. La censure de l'administration a été le prélude aux coups des nerfs pour essayer de nous faire taire, nous et nos sympathisants. **A bas la censure visant les organisations politiques de gauche sur le campus de Mont-Saint-Aignan !**

Cette attaque s'inscrit dans un contexte idéologique particulièrement réactionnaire ouvert par la contre-révolution capitaliste qui a détruit l'Union soviétique en 1991-1992 avec le soutien de Lutte ouvrière et de la LCR de Krivine. La contre-révolution et les rivalités interimpérialistes exacerbées ont mené aux attaques redoublées contre les acquis sociaux que la bourgeoisie avait dû concéder aux ouvriers lorsque l'URSS existait encore, malgré la déformation bureaucratique que lui imprimait la caste stalinienne qui avait usurpé le pouvoir politique.

Et maintenant avec la crise mondiale du capitalisme, la bourgeoisie française, acculée économiquement, renforce ses attaques contre le prolétariat. A l'usine de Renault-Sandouville, en plus de milliers d'intérimaires licenciés, la direction a décidé de mettre les ouvriers au chômage technique en ne les faisant travailler qu'un jour sur quatre durant les deux prochains mois ! Face à la peur de troubles sociaux importants, la bourgeoisie française et son Etat cherchent à criminaliser le mouvement ouvrier comme le 12 janvier, à Saint-Lô, où des centaines de manifestants qui protestaient contre la venue de Sarkozy ont été sauvagement chargés par les CRS.

Il faut avoir en tête les Neuf de Tarnac quand, le 11 novembre dernier, les flics ont procédé à l'arrestation médiatique de neuf jeunes accusés d'avoir participé au sabotage de

caténaïres sur les lignes TGV. Les victimes de cette vendetta – dont certains sont étudiants à Rouen – sont toujours poursuivies par l'Etat et sa justice, alors que Julien Coupat continue de croupir dans les geôles républicaines. **Libération immédiate de Julien Coupat et levée des inculpations contre toutes les personnes mises en examen dans cette affaire y compris celles arrêtées lors des manifs contre 'l'antiterrorisme' en janvier !**

Les attaques du gouvernement contre le mouvement ouvrier et le milieu « autonome » pavent la voie aux fascistes. Mais il faut le dire très clairement, un gouvernement « de gauche » mènerait la même campagne anti-immigrés, la même destruction des acquis de la classe ouvrière, parce qu'il s'occuperait de défendre les intérêts de sa propre bourgeoisie. C'est le gouvernement capitaliste Jospin-Aubry-Buffet, élu en 1997 avec l'aide des LCR-LO, qui a en 2001 relancé le plan raciste et anti-ouvrier de Vigipirate. Ce plan de ségrégation raciste avait été créé par Mitterrand pour terroriser les jeunes des banlieues lors de la première guerre du Golfe, en 1991. La bourgeoisie avait à l'époque une peur bleue que les banlieues n'exploient. **A bas Vigipirate !**

La crise économique sans précédent depuis des décennies dans laquelle s'enfoncent le capitalisme montre à quel point ce système est irrationnel et entraîne les travailleurs dans la misère. C'est le capitalisme exploiteur qui inévitablement secrète le chômage, la terreur raciste, l'oppression et la guerre. Seule la classe ouvrière a la puissance pour le renverser dans une révolution socialiste et pour lutter pour son extension internationalement et une économie collectivisée et planifiée à l'échelle du monde. Nous luttons pour construire un parti révolutionnaire qui puisse diriger la classe ouvrière à la victoire, comme lors de la Révolution russe de 1917. ■

NPA...

Suite de la page 6

en particulier intervenus en RDA en 1989-1990, alors qu'il y avait un début de révolution politique prolétarienne contre la bureaucratie stalinienne, pour une Allemagne rouge des conseils ouvriers, contre une réunification capitaliste de l'Allemagne ; nous avons perdu mais nous sommes les seuls à avoir lutté contre la réunification capitaliste.

Dans les « Principes fondateurs » du NPA on peut trouver en cherchant bien, vers la fin, une phrase qui dit « *Il faudra une révolution sociale [pas une révolution socialiste] pour abattre le capitalisme.* » En réalité c'est juste une variante de leur « *révolutionner la société* » ou, comme le disait Mitterrand dans les années 1970, « *rompre avec le capitalisme* ». Ils continuent en disant : « *Notre choix pour y parvenir mise exclusivement sur l'expression et la mobilisation majoritaire* », c'est-à-dire l'élection démocratique bourgeoise (soutenue par une mobilisation dans les rues). C'est exactement ce qu'ils développent dans leur « *Résolution générale* » : ils sont pour « *mettre un terme à la Ve République par un processus constituant pour une république sociale anticapitaliste* » et « *la suppression du Sénat* ».

A bas les postes exécutifs de l'Etat bourgeois !

Le NPA essaie vraiment de montrer à la bourgeoisie qu'ils sont raisonnables et responsables et capables de gouverner, et ils présentent régulièrement un candidat pour devenir président de la République, c'est-à-dire le chef de l'Etat capitaliste.

Nous sommes au contraire opposés à toute participation à l'exécutif bourgeois et nous sommes donc également opposés à nous présenter à l'élection de postes exécutifs de l'Etat bourgeois, comme président de la République ou maire, parce que de se présenter pour de tels postes alimente les illusions que l'on pourrait administrer l'Etat bourgeois dans l'intérêt de la classe ouvrière, niant ainsi la nécessité de lutter pour une révolution socialiste (voir *Spartacist* édition française n° 38, été 2008). Comme l'a dit Rosa Luxemburg il y a plus de 100 ans : « *Avec l'entrée d'un socialiste dans le gouvernement, la domination de classe continuant à exister, le gouvernement bourgeois ne se transforme pas en un gouvernement socialiste, mais un socialiste se transforme en un ministre bourgeois.* » Ainsi le PCF en France a directement pris la responsabilité de gérer le capitalisme au niveau du gouvernement en 1944-1946, 1981-1984, 1997-2002, et pendant des dizaines d'années il a géré des centaines de municipalités populaires. En prétendant vouloir améliorer la vie quotidienne dans les banlieues ouvrières, il gérait par exemple la pénurie capitaliste de logements avec ses inévitables quotas racistes dans les listes d'attributaires de HLM, et il a démoralisé d'innombrables militants qui voulaient lutter pour le socialisme.

Dans le passé, les pablistes considéraient comme un « tabou » de parler *ouvertement* de leur désir de pouvoir gouvernemental sous le capitalisme. Maintenant ils en ont fait une question de principe, déclarant dans leurs « Principes fondateurs » (adoptés par 540 voix pour et un contre) : « *De la municipalité au parlement, nous soutiendrons toutes les mesures qui amélioreraient la situation des travailleurs, les droits démocratiques et le respect de l'environnement. Nous*



Banderole de nos camarades allemands le 30 décembre 1989 à Treptow (Berlin-Est) : « Pour le communisme de Lénine, Liebknecht et Luxemburg ! Pour un parti léniniste égalitaire ! »

contribuerons à leur mise en œuvre si les électeurs nous en donnent la responsabilité » (mis en gras par nous).

Les pablistes ont une longue histoire d'exercice des responsabilités dans des postes exécutifs de l'Etat bourgeois : cela a commencé avec Pablo comme conseiller dans le gouvernement algérien post-indépendance, cela a continué en Martinique au début des années 1970 où ils ont eu au moins un maire « révolutionnaire », Jean Elie, le représentant local de l'appareil d'Etat colonial (voir *Rouge* n° 188, 20 janvier 1973). Ensuite en Suisse à la fin des années 1980 leur dirigeant Hanspeter Uster a été chargé de la Justice et de la Police du canton de Zoug. Encore tout récemment, dans *Rouge* du 23 janvier, la LCR a interviewé un « maire anticapitaliste » en Kabylie, Mohand Saddek Akrou, membre de leur parti frère en Algérie, le PST, et qui lui-même dit que « deux tiers de notre budget sont directement gérés par la préfecture, le tiers restant allant aux entreprises privées » !

Mais la plus belle promotion ministérielle des pablistes a eu lieu au Brésil au début des années 2000, où l'un de leurs dirigeants, Miguel Rossetto, qui était auparavant vice-gouverneur de l'Etat du Rio Grande do Sul, a été nommé ministre du Développement agricole dans le gouvernement Lula. Bien sûr il n'était pas le vrai ministre de l'Agriculture, mais tout de même c'est lui qui était responsable pour faire lanterner les millions de paysans sans terre en donnant l'illusion qu'il allait leur trouver quelques terres des grands propriétaires fonciers, pendant que la police militaire de Lula rétablissait l'ordre dans les campagnes à coups de matraque et de mitraillette. Rossetto, sans doute grisé par ces succès, a fini par laisser tomber les pablistes ; ceux-ci ont du coup monté une nouvelle organisation, le PSol, qui a suscité de grands espoirs dans le SU avant de mystérieusement passer au second plan.

La fable de l'indépendance vis-à-vis du PS

Aujourd'hui Besancenot a bâti son fonds de commerce sur l'opposition au « social-libéralisme » et sur l'« indépendance » vis-à-vis du PS. Le NPA est bien conscient de l'amertume de nombreux militants et électeurs ouvriers vis-à-vis des gouvernements Mitterrand et Jospin (la moitié du temps

avec une participation du PCF) ainsi que vis-à-vis du PS aujourd'hui. C'étaient ces partis (élus à chaque fois avec les voix des pablistes) qui ont été responsables, notamment après la destruction de l'URSS, dans les années 1990, de la mise en œuvre des programmes d'austérité capitaliste attaquant la classe ouvrière, les immigrés et leurs enfants.

Les partis sociaux-démocrates (que ce soit le PS ou le PC, ou en Allemagne le SPD ou die Linke) sont des partis ouvriers-bourgeois qui sont écartelés par la contradiction entre leur programme et leur direction procapitalistes et une base dans les syndicats. Les révolutionnaires marxistes cherchent à dresser la base ouvrière de ces partis contre leur direction afin de construire le parti révolutionnaire nécessaire pour mener à bien une révolution ouvrière.

Pour la survie de son énorme appareil (bien qu'il se réduise comme peau de chagrin), le PC doit faire des accords électoraux avec le PS pour sauver son contrôle sur les municipalités ouvrières et pour faire élire des gens au Parlement, avec les subsides de l'Etat que cela amène. La LCR/NPA, à l'opposé, du fait qu'elle a une opération plus légère ainsi que la manne de 900 000 euros de l'Etat capitaliste, prétend à un certain niveau d'indépendance par rapport au PS et gagne ainsi en popularité.

Mais l'« indépendance » de la LCR par rapport au PS se transforme imparablement chaque soir de premier tour d'élection en appel à « battre la droite » au deuxième tour. Leurs camarades à Marseille ont appelé à voter pour la liste dirigée par le PS lors des élections municipales de 2008, alors même que le PS avait fusionné sa liste avec celle du parti bourgeois de droite du MoDem ! Ils sont allés lors de ces élections jusqu'à proposer une fusion systématique des listes avec le PS au deuxième tour, c'est-à-dire qu'ils acceptaient de contribuer à la victoire de majorités municipales de front populaire, et d'y participer, à condition que le PS accepte de temps en temps qu'ils puissent voter de façon symbolique contre certaines mesures (de façon symbolique parce que le système électoral offre un bonus à la liste victorieuse, lui fournissant une majorité stable et confortable même quand l'élection était serrée). Le PS a refusé leur offre.

Mais cela n'a pas empêché la LCR de chercher les opportunités ailleurs pour se joindre à des majorités municipales. A Gentilly en banlieue parisienne ils participent à la gestion de la



A Marseille lors des municipales de 2008, la liste dans laquelle se sont liquidés les pablistes appelle à voter PS-MoDem contre l'UMP.

doute la raison pour laquelle à aucun moment Jean-Noël GUERINI ou son équipe ne sont entrés en contact avec nous. A Marseille c'est donc l'alliance contre-nature avec le MODEM qui a été retenue. Rappelons que dans le premier secteur, un des deux secteurs-clé, notre liste arrive en 3ème position avec 7,57 % des voix, devant le FN et le MODEM. C'est un renoncement au rassemblement de la gauche, dont une partie de l'électorat et particulièrement celui de la gauche radicale peut être déstabilisée et choisir malheureusement l'abstention. Cette voie tourne le dos aux aspirations de changement des marseillaises et des marseillais. **Marseille Contre-attaque A Gauche** réaffirme l'intérêt qu'aurait au plan national la défaite dimanche prochain de Jean Claude Gaudin, n° 2 de l'UMP. Les résultats électoraux tant au plan national que local, nous confortent dans l'idée qu'il y a nécessité d'asseoir les bases

municipalité capitaliste, ayant été élus dès le premier tour sur la liste du maire PCF sortant. Sur le fond la raison d'être des pablistes, comme du Parti de gauche de Mélenchon, c'est de faire pression sur le PS pour qu'il devienne moins « social-libéral » et fasse un front populaire « de gauche », une coalition capitaliste de partis ouvriers-bourgeois avec des formations ouvertement bourgeoises pour battre Sarkozy. Les pablistes la soutiendront, de l'intérieur – ou de l'extérieur : ils se rendent bien compte que s'ils se couchent devant les « sociaux-libéraux » en entrant dans leur gouvernement, comme l'ont fait dernièrement leurs camarades au Brésil, ou en soutenant servilement leur majorité parlementaire officielle comme en Italie, ils vont se faire balayer aux élections suivantes.

Les pablistes ont cependant besoin de mobilisations des travailleurs dans la rue pour faire pression sur le PS. On peut voir à la moindre lutte comment le NPA cherche l'unité à tout prix avec le PS (« une politique unitaire vis-à-vis de l'ensemble de la gauche sociale et politique », comme le déclare la « Résolution générale » du NPA). Dans son interview à l'Humanité du 21 janvier, Besancenot déclare à propos de la mobilisation syndicale du 29 janvier :

« Dans ce contexte, la gauche peut se retrouver et décider d'une initiative nationale contre les licenciements, comme nous l'avions proposée à la mi-décembre à tous les partis, y compris au PS. Nous n'avons malheureusement pas obtenu de réponses. »

Ils ont finalement obtenu une réponse : le PS, pour la première fois depuis l'élection du gouvernement Jospin- Buffet en 1997, a fait une démonstration de force avec une mobilisation massive de ses membres dans les manifestations ouvrières du 29 janvier : avec leur congrès de novembre dernier ils ont commencé à réaliser qu'ils devaient revenir à une ligne social-démocrate plus traditionnelle d'opposition à la droite et prétendre qu'ils sont pour les travailleurs, sous peine de continuer à perdre les élections cruciales. Et ensuite le PS, le PC, le MRC (chevènementistes bourgeois), le Parti de gauche, le NPA, LO ont signé le 3 février une déclaration commune se félicitant du succès de la journée d'action du 29 janvier et exigeant du gouvernement un « bouclier social » pour les pauvres contre la vague actuelle de licenciements. Le PS a signé l'appel à « imposer une autre répartition des richesses et un autre type de développement », et il a immédiatement utilisé l'autorité que lui donnaient de telles déclarations communes avec la « gauche de la gauche » pour proposer un plan de « sortie de crise » dans l'enseignement supérieur (voir le Monde, 12 février).

On a vu un autre exemple d'« unité dans la lutte » du NPA avec la menace de privatisation de la Poste, un sujet important pour le NPA dont l'image de marque est construite sur celle du « petit facteur » Besancenot. Loin de proposer une lutte de classe conséquente, une grève solide, la LCR/NPA fait la promotion de comités d'usagers contre la privatisation, où l'on retrouve pêle-mêle les maires de village (c'est-à-dire les représentants municipaux de l'Etat privatiseur !) et les citoyens utilisateurs de la Poste, quelle que soit leur classe sociale. Les pablistes utilisent cyniquement le désir d'unité de la classe ouvrière dans la lutte contre les patrons pour faire l'unité non seulement avec les directions sociales-démocrates traîtresses du mouvement ouvrier, mais avec l'ennemi de classe lui-même.

Nationalisation ou socialisation contre expropriation révolutionnaire

A sa conférence le NPA a décidé un mélange de revendications réformistes d'« urgence sociale » face à la crise économique, comme 300 euros par mois avec un salaire minimum de 1 500 euros, l'interdiction des licenciements, etc. On dirait qu'ils ont pensé à tout, y compris « Pour les entreprises qui se révèlent réellement en difficulté, le financement sera assuré par un service public bancaire, et assis sur une cotisation spéciale acquittée par l'ensemble des actionnaires » (« Résolution générale »). En d'autres termes, l'Etat capitaliste doit renflouer les compagnies qui font des pertes en échange d'une taxe sur le capital.

Dans leurs « Principes fondateurs » ils font de beaux discours du dimanche pour « en finir [...] avec la propriété privée des principaux moyens de production ». Ils font des déclarations ronflantes pour la « Nationalisation (dans le sens de socialisation) sans rachat ni indemnité de tous les organismes bancaires, expropriation de leurs actionnaires » (« Résolution générale »). Besancenot explique dans une interview publiée dans leur nouvelle revue, Contretemps (n°1, premier trimestre 2009) :

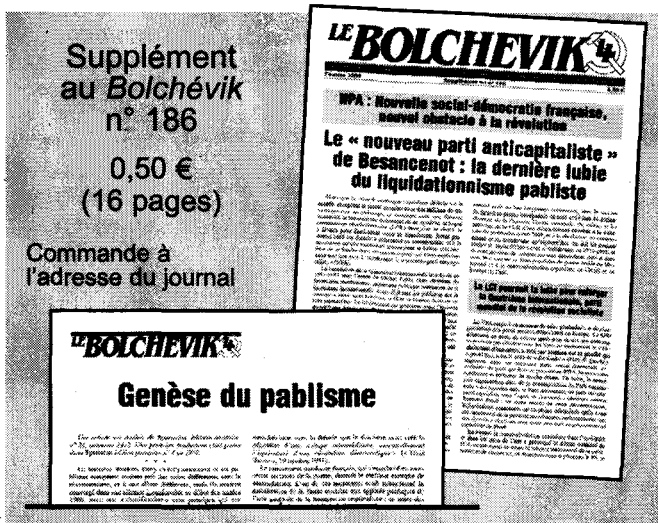
« La social-démocratie et le stalinisme ont insinué l'idée que face au capitalisme, la solution était l'étatisation des moyens de production. Notre lecture n'a jamais été celle-là, mais plutôt la perspective de la socialisation des moyens de production. L'intervention publique, pour nous, c'est celle de la majorité de la population, et pas forcément celle de l'Etat. C'est l'un des enjeux essentiels de ce que nous appelons le « socialisme du 21^e siècle », et que d'autres appellent « écosocialisme », « autogestion libertaire », « communisme à visage humain ». »

Derrière leur « majorité de la population » et leur blabla sur la démocratie, ils escamotent la question fondamentale : à qui appartiennent les moyens de production ?

On s'y perd facilement dans les déclarations des pablistes : suivant le milieu où ils capitulent, ils sont pour les nationalisations sous le capitalisme (solution social-démocrate/travailliste classique) ou ils sont au contraire pour l'« autogestion » sous le capitalisme (solution social-démocrate style CFDT des années 1970). Les pablistes sont prêts à tout en ce qui concerne la propriété capitaliste – sauf à son expropriation par un gouvernement prolétarien révolutionnaire, c'est-à-dire le programme marxiste de la dictature du prolétariat et son extension internationale. C'est le seul programme qui puisse réorganiser et planifier l'économie rationnellement dans l'intérêt des travailleurs et des opprimés.

Le plan d'urgence réformiste de la LCR

Mais les pablistes rejettent explicitement le modèle de la Révolution russe. Olivier Besancenot et Daniel Bensaïd écrivent par exemple dans leur dernier livre :



« Révolutionnaire au sens actuel du terme, ce parti anticapitaliste ne s'inscrit pas dans une seule lignée politique, celle des combats issus de la Révolution russe et de l'opposition entre staliniens et antistaliniens. [...] »

« Nous, anticapitalistes, donnons aux réformes pour lesquelles nous luttons une logique radicale qui s'inscrit dès maintenant dans la perspective du lendemain. Ces réformes sont cohérentes et contradictoires avec l'économie de marché. Elles portent en elles la volonté de fonder un autre rapport social où les richesses et le pouvoir seraient les objets d'un partage collectif. Pour les appliquer jusqu'au bout, une rupture radicale avec l'ordre en place est inéluctable. »

– Besancenot et Bensaïd, *Prenons parti – Pour un socialisme du XXI^e siècle*

Pour les pablistes, c'est lutter pour des réformes qui est « révolutionnaire » ! C'est le même genre de blabla que nous sert Mélenchon du Parti de gauche qui lui aussi se proclame « en rupture avec le capitalisme » (interview dans *l'Humanité* du 19 janvier), et c'est tout le contraire du *Programme de transition* de Trotsky qui disait :

« La tâche stratégique de la IV^e Internationale ne consiste pas à réformer le capitalisme, mais à le renverser. Son but politique est la conquête du pouvoir par le prolétariat pour réaliser l'expropriation de la bourgeoisie. [...] »

« La IV^e Internationale ne repousse pas les revendications du vieux programme "minimum", dans la mesure où elles ont conservé quelque force de vie. Elle défend inlassablement les droits démocratiques des ouvriers et leurs conquêtes sociales. Mais elle mène ce travail de tous les jours dans le cadre d'une perspective correcte, réelle, c'est-à-dire révolutionnaire. Dans la mesure où les vieilles revendications partielles "minimum" des masses se heurtent aux tendances destructives et dégradantes du capitalisme décadent – et cela se produit à chaque pas – la IV^e Internationale met en avant un système de REVENDICATIONS TRANSITOIRES dont le sens est de se diriger de plus en plus ouvertement et résolument contre les bases mêmes du régime bourgeois. Le vieux "programme minimum" est constamment dépassé par le PROGRAMME DE TRANSITION dont la tâche consiste en une mobilisation systématique des masses pour la révolution prolétarienne. »

Au fond le programme maximum de la LCR, c'est l'Etat-providence tel qu'il avait été concédé par les capitalistes à la sortie de la Deuxième Guerre mondiale pour éviter une révolution ouvrière alors que l'Armée rouge avait libéré l'Europe de la barbarie nazie. Au nom de son alliance de collaboration de classes avec les gaullistes, le PCF avait trahi la possibilité bien réelle de renverser le capitalisme français, discrédité par sa longue collaboration avec les nazis. Mais comme les

pablistes sont opposés à la révolution prolétarienne, ils exonèrent le PCF stalinien et vantent les acquis obtenus :

« Le secteur public français a été mis en place à la Libération, en même temps que des nationalisations qui avaient été réclamées par le programme du Conseil national de la résistance, rédigé dans la clandestinité, en 1944, contre l'Etat de Vichy. L'objectif était de libérer le pays puis de le reconstruire en le dotant d'infrastructures solides, conçues comme les instruments ambitieux d'une politique de reconstruction industrielle, mais aussi d'un projet de société fondé sur la solidarité et la satisfaction des besoins sociaux. Au sortir de la guerre, énergie, transports, automobile, banques et assurances ont ainsi constitué un grand pôle public. Ces nationalisations ont donné à l'Etat les moyens de mener une réelle politique économique et lui ont permis d'engager des investissements à long terme. Elles ont représenté aussi d'authentiques conquêtes sociales, conçues et imposées par les mouvements de résistance. »

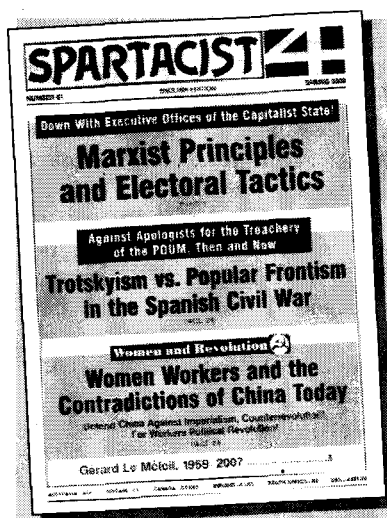
– *Prenons parti*

On se demande si Besancenot et Bensaïd ont recopié cela d'un manuel d'histoire pour gamins de 3^e préfacé par le ministre de l'Education UMP Xavier Darcos. Les acquis de la Libération ont été obtenus au prix de la trahison par le PCF des possibilités révolutionnaires qui découlaient de la victoire soviétique dans la guerre et de la haine de la classe ouvrière française à cette époque pour sa propre bourgeoisie qui avait pris le côté de Vichy et des nazis. Le NPA promet ici qu'il trahira les prochains combats de classe qui permettront des avancées majeures pour le prolétariat en les limitant à quelques réformes, éminemment réversibles sous le capitalisme, comme l'histoire de l'« Etat-providence » l'a amèrement prouvé. La destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique en 1991-1992 a pavé la voie aux attaques contre l'Etat-providence, et les pablistes ont leur propre dose de responsabilité dans ces attaques parce qu'ils ont activement soutenu la contre-révolution.

Pour mettre en œuvre leur plan d'urgence, ils disent « *C'est par le développement et la généralisation des luttes, des grèves généralisées et prolongées que l'on peut bloquer les attaques, imposer des revendications* » (« Principes fondateurs »). Le récent éditorial de *Lutte Ouvrière* (23 février) est tout à fait similaire, déclarant « *le seul moyen, c'est que le grand patronat soit sous la menace d'une grève générale susceptible de lui faire perdre bien plus que cela lui coûterait de satisfaire les exigences légitimes des salariés et des retraités* ». Si une lutte de classe d'une telle ampleur est à l'ordre du jour, alors les misérables miettes que ces gens demandent sont une récompense bien bon marché pour la trahison de la lutte pour le pouvoir. En attendant, LO et le NPA fournissent une bonne part des échelons inférieurs et intermédiaires de la bureaucratie syndicale, qui utilise cyniquement les « journées d'action », quelque puissantes qu'elles soient, tous les deux mois, comme soupape de sécurité pour la colère de la classe ouvrière.

Politique extérieure pabliste : un programme alternatif pour l'impérialisme français

Les marxistes luttent de façon intransigeante contre leur propre impérialisme, l'un des plus sanguinaires de l'histoire de l'humanité entre la boucherie de 1914-1918, les guerres coloniales qui ont fait des millions de morts en Indochine, à Madagascar, en Algérie et ailleurs, ou plus récemment le génocide du Rwanda. Nous sommes pour le retrait immédiat des troupes françaises des Balkans, du Liban, d'Afghanistan, d'Afrique et d'ailleurs. Lénine explique dans *l'Impérialisme*,



Vient de paraître !
Spartacist

édition anglaise
n° 61

Printemps 2009

1,50 €
(64 pages)

Commande à
l'adresse du journal

stade suprême du capitalisme comment l'impérialisme n'est pas une politique que l'on peut changer, mais un système auquel a conduit inévitablement le développement du capitalisme : les principales puissances (dont la France à l'époque) se sont divisé le monde, dans un premier temps sous forme d'empires coloniaux et autres sphères d'influence, et depuis la lutte se poursuit continuellement entre ces puissances pour le repartage du monde. Ces rivalités, un temps partiellement masquées par l'objectif commun de détruire l'Union soviétique, reviennent au premier plan aujourd'hui.

Les pablistes, eux, ont une politique *alternative* pour l'impérialisme français. En gros, ils ont la nostalgie de la politique extérieure de Chirac pendant la deuxième guerre du Golfe en 2003, quand il s'était opposé aux plans américains de dévaster et occuper l'Irak (d'ailleurs la LCR venait de voter pour lui quelques mois auparavant). Ce que les pablistes préconisent, c'est une politique d'alliance européenne, donc avec l'Allemagne, pour contrer l'hyperpuissance américaine dans le monde. De mettre sa propre bourgeoisie impérialiste sur un autre plan que l'impérialisme américain, en la présentant comme potentiellement un outil pour « la paix », c'est du vulgaire *social-chauvinisme*. D'où les déclarations pro-européennes contre Bush que les pablistes ont signées lors de la guerre en Irak. En voici une, datant de fin 2002 :

« Les voix qui se solidarisent avec le peuple irakien n'ont aucune chance d'être entendues par la Maison-Blanche. Mais nous avons encore la possibilité d'influencer les gouvernements européens puisque beaucoup sont opposés à cette guerre. Nous lançons donc un appel en direction de nos chefs d'Etat européens pour qu'ils prennent publiquement position contre la guerre, que celle-ci ait reçu ou non l'aval de l'ONU. Nous leur demandons également d'exiger que George Bush mette fin à ses préparatifs de guerre. »

C'est là leur querelle avec « Sarko l'Américain » : celui-ci considère que l'impérialisme français est trop affaibli pour s'essayer à la moindre confrontation avec le molosse US. C'est la raison pour laquelle les pablistes s'opposent aux troupes françaises au Liban et en Afghanistan : parce que, d'après eux, elles servent davantage les intérêts de l'impérialisme américain que ceux bien compris de la France. Ainsi, ils ont signé l'été dernier une déclaration protestant contre l'envoi de troupes supplémentaires en Afghanistan qui disait entre autres :

« Au-delà des victimes dont on peut craindre qu'elles seront plus nombreuses, la décision d'envoyer des renforts est le signe d'un alignement inacceptable sur la politique des Etats-Unis. La volonté de réintégrer le commandement militaire de l'Otan va dans le même sens. La France ne doit pas endosser la vision manichéenne de "guerre des civilisations" qui domine à l'Otan et ainsi renoncer à faire prévaloir une politique indépendante, pour la primauté du droit international et contre la guerre. Elle risque d'entraîner toute l'Union européenne à ne devenir qu'un simple "pilier européen" de l'Otan, source de nouvelles dépenses militaires au détriment des immenses besoins sociaux. Nous ne voulons pas d'une France et d'une Union Européenne gendarmes du monde. Nous voulons une France et une Europe libres et indépendantes, développant avec tous les pays des coopérations en faveur de la paix, du développement durable et des droits de l'Homme. »

Pour notre part nous avons toujours été opposés à l'OTAN, une alliance impérialiste antisoviétique pendant 40 ans, avant de devenir un instrument militaire au service des impérialistes occidentaux et surtout des USA contre les peuples du monde. Mais nous avons aussi toujours été opposés à l'Union européenne et ses prédécesseurs, qui par des liens économiques servaient à maintenir la cohésion militaire de l'OTAN contre

l'URSS. Aujourd'hui l'Union européenne (UE) est un consortium (de plus en plus instable) dominé par des puissances impérialistes, l'Allemagne et dans une moindre mesure la France. Même l'Allemagne, le colosse économique et notamment industriel de l'Europe, doit s'adosser sur un hinterland européen pour tenir tête aux Américains, et c'est le but de l'UE, une alliance capitaliste contre les classes ouvrières d'Europe, une forteresse raciste contre les immigrés. ***A bas l'OTAN ! A bas l'Union européenne ! Pleins droits de citoyenneté pour tous ceux qui sont ici ! A bas les restrictions xénophobes contre les travailleurs d'Europe de l'Est !*** Nous dénonçons par avance le délire anti-américain chauvin qui va se déverser lors des cérémonies du 60^e anniversaire de l'OTAN début avril, et nous dénonçons par avance le rôle vil que va y jouer le NPA.

De la liquidation du parti à la liquidation pure et simple de la révolution

A force de liquider le parti révolutionnaire à partir des années 1950, les pablistes ont fini par liquider toute prétention à la révolution elle-même. Ayant contribué dans la mesure de leurs forces à la contre-révolution capitaliste en URSS (voir notre supplément de février sur le liquidationnisme pabliste), ils font maintenant disparaître Lénine et la Révolution russe, qui ne sont même pas mentionnés dans aucun de leurs deux longs documents fondateurs (les « Principes fondateurs » et la « Résolution générale »). Comme nous l'avons dit dans notre supplément de février, c'est une bonne chose que les pablistes arrêtent de prétendre qu'ils seraient trotskystes ou marxistes.

Et ils continuent à soutenir la contre-révolution capitaliste aujourd'hui en ce qui concerne l'Etat ouvrier bureaucratiquement déformé chinois. La « Résolution générale » du NPA fait ainsi une mention spéciale de « *Soutien au peuple tibétain opprimé par la Chine* », à peine à quelques semaines du 50^e anniversaire de la libération du Tibet par l'Armée populaire de libération chinoise contre le régime théocratique pro-esclavagiste du dalaï-lama. Nous dénonçons au contraire les provocations des impérialistes et du dalaï-lama contre l'Etat ouvrier bureaucratiquement déformé chinois et nous sommes pour la défense militaire inconditionnelle de la Chine (ainsi que de la Corée du Nord, de Cuba et du Vietnam) contre l'impérialisme et la contre-révolution, tout en luttant pour une révolution politique prolétarienne contre la bureaucratie stalinienne (voir notre article dans le dernier numéro du *Bolchévik*).

Il y aura de nouvelles luttes de classes et de nouvelles situations révolutionnaires en France. A ce moment les pablistes redécouvriront peut-être brusquement le langage du marxisme. Mais quel que soit leur avatar du moment, NPA ou autre, ce sera pour mieux masquer leur programme de capitulation et de liquidation. Ce sont des opposants du mouvement ouvrier révolutionnaire internationaliste. C'est la Ligue communiste internationale qui représente la continuité de la lutte contre le pabliste, à travers le SWP américain de James P. Cannon des années 1950, quand il était encore un parti d'avant-garde révolutionnaire, puis à travers la Revolutionary Tendency qui a émergé au sein du SWP au début des années 1960 pour défendre le programme du trotskysme authentique contre le SWP qui se mettait lui-même à embrasser le pabliste. C'est la continuité de la lutte pour maintenir un programme révolutionnaire et pour reforger la Quatrième Internationale sur une base politique que Trotsky reconnaîtrait comme sienne. ***Pour de nouvelles révolutions d'Octobre !*** ■

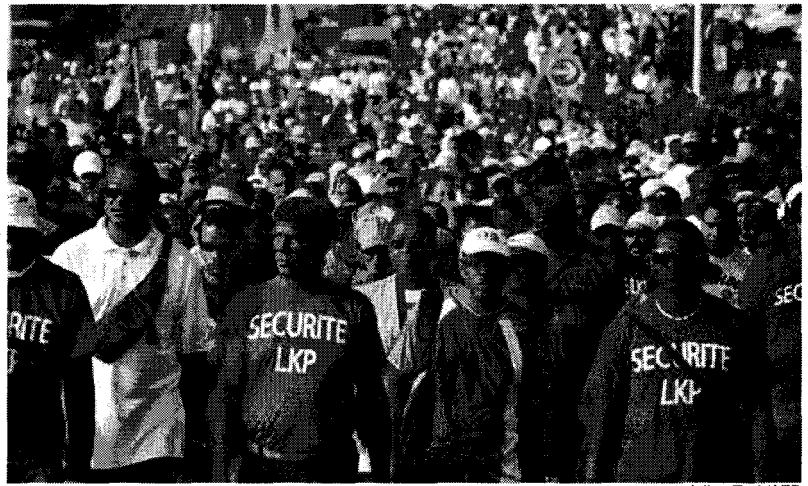
Guadeloupe...

Suite de la page 1

bourgeoisie en France pour les pauvres, la classe ouvrière et notamment les minorités et les immigrés. Mais, dans le contexte de la crise économique mondiale, la peur a rapidement grandi dans la classe dirigeante que la lutte pourrait s'étendre à la France métropolitaine ; le gouvernement a réagi aux grèves comme toute administration coloniale l'a toujours fait face à des mouvements de résistance importants dans les colonies – souvenons-nous des atrocités de 1952 et 1967 (voir « Guadeloupe 1967 – Le massacre disparu », *le Bolchévik* n° 57, septembre 1985) – en menant la répression d'une main de fer.

Aux premières heures du 18 février, le syndicaliste Jacques Bino a été tué à Pointe-à-Pitre. On ne sait pas pour le moment qui l'a tué ; la version de l'Etat selon laquelle il a été tué par des « délinquants », selon les mots du Premier ministre français François Fillon, n'est en rien prouvée. Mais ce que nous savons, c'est que la responsabilité pour la mort tragique de Jacques Bino repose sur les épaules de la classe capitaliste française et son appareil d'Etat raciste dont les attaques et les provocations sont à l'origine de cette explosion sociale d'ampleur historique. Nous condamnons également l'attaque brutale et raciste des flics le 16 février contre Alex Lollia, un syndicaliste membre du LKP et dirigeant de la grève, qui lui a causé des lésions cervicales et des complications cardiaques. Pendant la grève quatre escadrons de gendarmes mobiles ont été envoyés en Guadeloupe ainsi que des RG et une unité d'élite du RAID, et deux escadrons supplémentaires de gardes mobiles ont été envoyés en Martinique ; ils y rejoignent les milliers de flics et de soldats qui y sont déjà en mission pour « rétablir l'ordre ». Nous exigeons la libération immédiate et la levée des inculpations contre tous les manifestants arrêtés depuis le début de la grève en Guadeloupe et en Martinique – des militants, des syndicalistes et des dizaines de jeunes que Sarkozy a, comme c'était prévisible, traités de « voyous » et de « délinquants » (*le Monde*, 20 février). **Toutes les troupes françaises et flics anti-émeute, hors de Guadeloupe, de Martinique, de la Réunion et de Guyane !**

Nous soutenons les luttes contre le pouvoir colonial, y compris quand elles sont dirigées par des forces nationalistes



Julien Tack/AFP

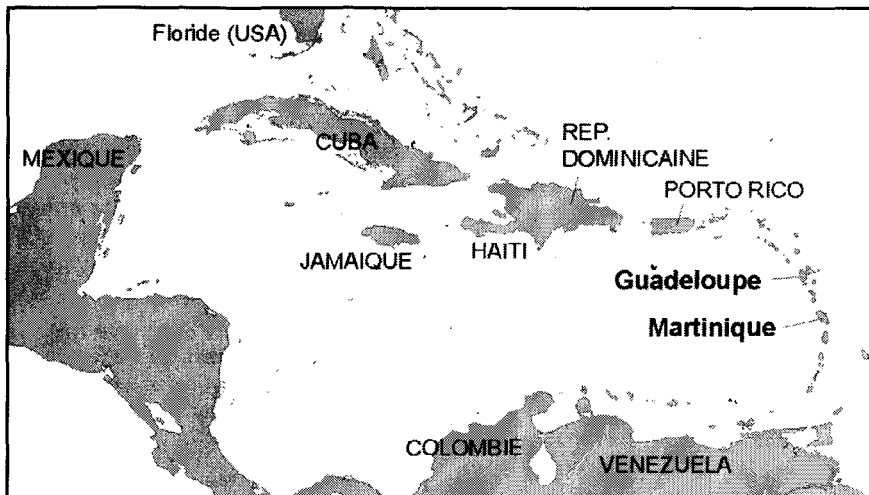
Manifestation au Moule le 14 février en mémoire des cinq ouvriers de la canne à sucre tués par la police coloniale en 1952.

petites-bourgeoises et bourgeoises, tout en nous battant pour une direction prolétarienne. Il faut construire des partis léninistes-trotskyistes internationalistes en Guadeloupe, en Martinique, à la Réunion et en Guyane – luttant contre l'impérialisme avec un programme prolétarien et luttant politiquement de façon tranchante contre l'impasse du nationalisme petit-bourgeois et bourgeois. Le colonialisme a laissé en héritage un prolétariat très petit à part dans la construction et les services de base comme les transports, les éboueurs, etc., et une mince couche d'ouvriers agricoles dans les plantations. Le prolétariat antillais est surtout basé en France où il constitue un lien vivant pour la révolution socialiste en France et aux Antilles. Il est d'autant plus important de se tourner vers la classe ouvrière française, ce qui pose immédiatement la question d'une lutte politique contre les directions social-démocrates de la classe ouvrière qui font tout pour empêcher l'extension de la lutte à la métropole.

Il suffit de voir le rôle, au point le plus fort de la grève en Guadeloupe, du PS, aux basques duquel est rattaché le reste de la gauche. Lors d'une interview récente au *Parisien* (13 février), Martine Aubry, la première secrétaire du PS, a déclaré : « Je crains effectivement que le sentiment de ras le bol des Guadeloupéens et des Martiniquais se diffuse ici [...] il faut tout faire pour que cela n'arrive pas ». La lutte contre ces traîtres et leurs suivistes soulève la nécessité d'un parti révolutionnaire basé sur l'internationalisme prolétarien. C'est ce pour quoi se bat la LTF.

Origines de la grève

L'explosion sociale en Guadeloupe a été déclenchée à la suite de mobilisations à la Réunion et en Guyane en novembre-décembre où des barrages routiers et autres protestations ont réussi à faire baisser le prix de l'essence et du diesel. Moins d'une semaine après que les réductions de prix avaient été actées en Guyane, il y a eu des barrages en Guadeloupe et trois jours plus tard le gouvernement a donné son accord à une réduction de prix similaire. Etant donné la pauvreté croissante et le désespoir qui s'aggravent avec la crise économique, ce succès modeste a mis en



Carte le Bolchévik

branle des protestations de plus grande ampleur contre la vie chère, suivies peu après par l'appel à la grève générale pour le 20 janvier. Cet appel était dirigé par un large collectif, LKP, composé de syndicats, de groupes de gauche et de partis et associations nationalistes petits-bourgeois.

L'explosion couvait depuis un moment. Le quart de la population active de la Guadeloupe est inscrit au chômage d'après les chiffres officiels (donc sous-estimés) ; il y a 22 % de chômeurs en Martinique contre 8 % en France métropolitaine. Le chômage des jeunes (15-24 ans) y est respectivement de 56 % et 48 % (*le Figaro*, 18 février). Le revenu moyen en Guadeloupe est d'environ la moitié du revenu moyen en France, alors que les prix sont en moyenne 50 % supérieurs à ceux de la métropole. L'inflation est due en partie au fait que la plupart des biens de consommation – même les fruits et les légumes – sont importés de France pour empêcher toute tentative d'acquiescer l'autosuffisance alimentaire et pour permettre aux capitalistes békés, les descendants des propriétaires d'esclaves, de maintenir leurs énormes profits en préservant un quasi-monopole sur les importations et la distribution. De plus des milliers d'emplois directs et indirects ont été perdus ces dernières années dans l'agriculture, notamment dans la production bananière, à la suite d'un dur conflit commercial entre l'Union européenne (UE) et les USA qui a supprimé les protections douanières pour les bananes antillaises dans l'UE. La situation matérielle pour les habitants va de mal en pis, et cela ne fait qu'accroître leur dépendance vis-à-vis de l'impérialisme français.

La Martinique et la Guadeloupe, ainsi que la Réunion et la Guyane, sont devenues des départements d'outre-mer (DOM) sous le gouvernement de front populaire tripartite (gaulliste-communiste-socialiste) en 1946. Ce statut permettait à leurs habitants de travailler en France métropolitaine, où ils ont d'abord servi, notamment entre les années 1950 et les années 1970, de source de main-d'œuvre bon marché dans la construction ; puis ils ont comblé les pénuries de main-d'œuvre dans le secteur public – notamment la Poste, les transports publics et la santé. La départementalisation donnait aussi à la population l'accès au système national de santé français, aux retraites et autres prestations sociales, et cette population peut voter aux élections nationales françaises (et européennes). La « générosité » tant vantée de l'Etat français vis-à-vis de ses « citoyens » des Antilles et autres colonies, qui subissent la discrimination raciste quand ils

arrivent en France, est soi-disant la preuve que sous la République tous les hommes sont « égaux » quelle que soit la couleur de leur peau.

L'existence des DOM, ainsi que le recrutement de nombreux Martiniquais et Guadeloupéens noirs dans la police métropolitaine dans cette période, ont également été utilisés pour masquer la réalité brutale de l'oppression raciste en France contre les minorités et les immigrés. Non seulement les gouvernements bourgeois qui se sont succédé en France ont cherché à dresser les travailleurs français blancs contre les immigrés et les minorités dans le but de diviser pour mieux régner mais ils ont aussi cherché à dresser les Noirs qui immigraient en France en provenance des Antilles – présentés comme des Français « assimilés » – contre les minorités originaires d'Afrique du Nord et de l'Ouest qui jusqu'à aujourd'hui se font dénoncer par l'Etat pour leur soi-disant refus de « s'assimiler ».

Le niveau de vie aux Antilles sous domination française est incontestablement supérieur à celui de la plupart des îles caraïbes. La vie est en général misérable dans la région. Toutefois, Cuba a aujourd'hui le taux d'alphabétisation le plus élevé d'Amérique latine, le taux de mortalité infantile le plus bas, et une espérance de vie égale à celle que connaît la population des Etats-Unis (et plus élevée que pour les Noirs des USA). Les acquis énormes des masses travailleuses cubaines, notamment pour les femmes et les Noirs, sont dus au fait qu'il s'agit d'un Etat ouvrier, même s'il est bureaucratiquement déformé, issu de l'expropriation en 1960 des propriétés des impérialistes US et de leurs laquais locaux par le gouvernement castriste petit-bourgeois.

Grâce à une aide militaire et économique cruciale de l'Union soviétique, les ressources de la société cubaine ont été investies dans une économie centralisée et planifiée qui a garanti à chacun un emploi, un logement décent, l'alimentation et l'éducation. Nous défendons inconditionnellement l'Etat ouvrier déformé cubain contre les tentatives de détruire ces acquis par la restauration du capitalisme sous la direction de l'impérialisme US et de forces contre-révolutionnaires internes, tout en luttant pour une révolution politique prolétarienne contre la bureaucratie stalinienne castriste (voir notre article « Défense de la Révolution cubaine ! », *le Bolchévik* n° 185, septembre 2008).

Mais si l'on compare la Guadeloupe avec Haïti par exemple, qui est l'un des pays les plus pauvres du monde avec une espérance de vie de 60 ans alors qu'elle est de 78 ans en Guadeloupe, il est clair que la misère est relative. Le chômage endémique en Guadeloupe et en Martinique et le fait que le revenu individuel est officiellement la moitié de ce qu'il est en France métropolitaine malgré des prix exorbitants ne fait que souligner qu'il ne peut pas y avoir d'« égalité » entre les Antilles et la métropole sous l'impérialisme. 25 ans après le vote de la loi de 1946 sur la départementalisation, Aimé Césaire, le poète et dirigeant martiniquais historique qui est mort l'année dernière et qui, en tant que membre du PCF réformiste, avait été dans les années 1940 un adepte fervent de la législation coloniale, déclarait amèrement :

« En 1946, nous avons rêvé d'une France généreuse (...). La départementalisation, pour nous, devait être l'égalité des droits. Elle ne le fut pas. Le nouveau système est devenu encore plus colonialiste que l'ancien. Peu à peu, il a secrété ses privilégiés : ceux qui vivent de lui, les fonctionnaires, les grosses sociétés, le "lobby" antillais qui pèse sur le pouvoir. »

– cité dans *le Monde*, 20 février

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK 

3 € pour 4 numéros (1 an) plus *Spartacist*
Europe : 4,50 € Hors Europe : 6 €
Canada : 5 \$Cdn

Nom _____ Tél _____

Adresse _____ CP _____

Ville _____ Pays _____

Chèques à l'ordre de la SEDI

Ecrire à la SEDI, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Canada : SCPA, C.P. 6867 succursale A, Toronto,
Ontario M5W 1X6, Canada

Pour le droit à l'indépendance !

C'est un devoir élémentaire pour des internationalistes révolutionnaires de défendre le droit d'autodétermination pour les colonies françaises, et, comme opposante intransigeante du colonialisme français, la LTF serait en faveur de l'indépendance. Mais nous sommes contre forcer l'annexion, la fédération ou même l'indépendance de quiconque, et nous ne revendiquons pas actuellement l'indépendance pour la Guadeloupe et la Martinique, notamment parce que la grande majorité de la population y est actuellement opposée. D'après un sondage récent (*le Figaro Magazine*, 28 février), 80% des Guadeloupéens sont opposés à l'indépendance. L'autodétermination est un droit démocratique ; imposer « inconditionnellement » à un peuple un Etat séparé, ce n'est pas de l'autodétermination. Pour les marxistes, les sympathies de la population constituent un facteur important pour déterminer comment enlever la question nationale de l'ordre du jour et dégager la voie pour la lutte de classe internationaliste révolutionnaire.

Peut-être que les Guadeloupéens désirent maintenant une autonomie plus grande par rapport à l'Etat français, après avoir dans leur grande majorité dit non à une telle évolution lors d'un référendum en 2003 ; mais la majorité de la population, de même que les habitants des trois autres « départements d'outre-mer », ne soutiennent actuellement pas l'indépendance vis-à-vis de la France. Cela les priverait du droit de vivre, étudier et travailler en France sans que les flics de l'immigration de Sarkozy ne pénètrent chez eux ou à leur travail pour les arrêter et les déporter. L'indépendance les priverait aussi de certaines prestations sociales auxquelles ils ont encore droit en tant que département d'outre-mer, des acquis qui ont été gagnés largement par la puissante classe ouvrière française dans de dures luttes de classe avec la bourgeoisie. L'« indépendance » pour la Guadeloupe dans le cadre du capitalisme offrirait la perspective de la même pauvreté mortelle que dans la plupart des Etats caribéens, qui restent sous la botte des impérialistes américains ou britanniques.

République française = oppression coloniale raciste

En Guadeloupe et en Martinique l'exploitation que subit la population d'origine africaine et indienne est l'héritage de l'esclavage et l'oppression coloniale. Les békés, qui d'après la plupart des estimations constituent entre 1 et 2,5 % de la population, maintiennent leur emprise sur l'économie, notamment en Martinique. L'hostilité raciste de la vaste majorité des békés vis-à-vis de la majorité non blanche de la population a été récemment montrée dans un documentaire sur Canal +, *les Derniers maîtres de la Martinique*. Ce documentaire montrait un certain Alain Huyghes-Despointes, fait chevalier de la Légion d'honneur par Chirac en 2005, qui se plaignait que « *Les historiens ne parlent que des aspects négatifs de l'esclavage et c'est regrettable* » tout en exprimant son dégoût pour les couples mixtes : « *nous [les békés], on a voulu préserver la race* » (*l'Humanité*, 13 février).

Mais c'est la bourgeoisie française, qui aime à se présenter comme le défenseur planétaire des « droits de l'homme », qui est le maître colonial et qui maintient le système par lequel les békés préservent leurs privilèges et dans lequel la discrimination raciste imprègne chaque détail de la vie d'une manière qui rappelle les Etats-Unis ou l'Afrique du Sud. On peut voir



sans crédit

Basse-Terre, Guadeloupe. Monument à la mémoire du colonel Louis Delgrès, héros de la lutte contre les troupes françaises venues rétablir l'esclavage en 1802.

cela notamment dans le fait que pour les postes intermédiaires et de direction ce sont systématiquement des békés qui sont embauchés ou des Blancs de la métropole, qui sont en poste pour trois ans et s'installent dans des enclaves balnéaires réservées officieusement aux Blancs. Mais on peut le voir aussi dans toutes sortes d'indices sociaux – conditions de travail, santé, logement, transports, etc.

Les liens entre les békés et la bourgeoisie et les politiciens de la France continentale sont historiques et multiples. Il était révélateur que le préfet de Martinique, Ange Mancini, habitait dans une maison louée à Huyghes-Despointes, jusqu'à ce que le scandale provoqué par le documentaire mentionné plus haut, en pleine grève générale, ne le force à déménager. Les békés ont aussi en franchise de nombreuses marques des monopoles français, ou ils en sont les distributeurs exclusifs, comme Carrefour et Renault. Ils partagent avec eux les surprofits coloniaux. Cela lie inextricablement la lutte contre l'oppression raciale et coloniale avec la lutte pour renverser le système capitaliste.

Depuis que la grève générale a commencé en Guadeloupe, de nombreux manifestants dénoncent le régime colonial et son dédain raciste pour la vie des habitants non blancs. On en a une illustration tragique avec le scandale du chlordécone. Le chlordécone est un pesticide interdit aux Etats-Unis depuis 1976 et en France depuis 1990, mais dans les Antilles françaises il n'a été interdit qu'en 1993. Après 1993 il a continué à être utilisé clandestinement en Martinique et en Guadeloupe jusqu'en 2002 ; il était importé essentiellement par des hommes d'affaires békés qui le faisaient fabriquer au Brésil sous un autre nom, le curlone. Des scientifiques éminents des Antilles et de France ont décrit l'utilisation de ce produit comme « *un véritable empoisonnement* » de la population et comme « *une crise sanitaire majeure* » (voir l'interview du professeur Belpomme, un cancérologue parisien, dans *le Parisien* du 17 septembre 2007). Il reste dans la terre et l'eau 100 ans après l'épandage. Aujourd'hui la Guadeloupe a le deuxième rang dans le monde quant au taux de cancer de la prostate, et certains scientifiques pensent que c'est lié à l'usage prolongé du chlordécone. Sa présence est également associée à d'autres cancers, à une fertilité réduite et à des malformations à la naissance.

Des rapports d'écologistes et de scientifiques avaient mis en garde pendant des années sur la nature dangereuse de ce pesticide et sur les quantités excessives utilisées en Guadeloupe et en Martinique. L'administration française les a ignorés et a ensuite prétendu qu'elle manquait d'informations. Aujourd'hui l'Etat français prétend à nouveau qu'il n'y a pas suffisamment de preuves pour établir un lien entre le taux élevé de cancers et le chlordécone, et il refuse même de procéder à une commission d'enquête. Parmi les revendications du LKP dans cette grève il y a la nécessité de définir des « mesures sanitaires pour protéger les populations des zones contaminées » et l'« Indemnisation des victimes professionnelles et civiles ».

Les travailleurs français – potentiellement de puissants alliés des travailleurs guadeloupéens

Dans la lutte contre l'oppression coloniale raciste et l'exploitation capitaliste en France et dans les colonies, nous lutons pour l'unité révolutionnaire des masses travailleuses à travers l'Atlantique. Nous appelons tous les travailleurs, particulièrement dans le ventre de la bête impérialiste française, à soutenir les grèves dans les Antilles françaises et à la Réunion et à s'opposer à la répression visant les grévistes et les jeunes. Dans la métropole impérialiste cela veut dire aussi se battre pour que la classe ouvrière rompe avec le chauvinisme pro-impérialiste diffusé par les bureaucrates syndicaux et les partis sociaux-démocrates : en pleine crise économique, ils répandent de plus en plus le poison protectionniste diviseur au nom de l'« unité nationale » derrière les patrons français contre leurs rivaux étrangers. Et dans les secteurs où il y a de nombreux Antillais comme à la Poste ou dans la santé, les bureaucrates découragent souvent activement la solidarité entre travailleurs, par exemple en appelant les travailleurs originaires des DOM-TOM (à l'exclusion des autres travailleurs) à des grèves et actions pour les congés bonifiés. Les syndicats ont appelé finalement à se mobiliser pour les manifestations du 21 février en France en solidarité avec les grèves en Guadeloupe et en Martinique, mais il était notable que la vaste majorité de ceux qui défilaient dans le cortège de la CGT à Paris étaient d'origine antillaise et que les ouvriers français blancs mobilisés par la CGT et les autres syndicats étaient très peu nombreux.

Le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) d'Olivier Besancenot et Lutte ouvrière (LO), qui ont tous deux des organisations sœurs aux Antilles, voient dans ces grèves combatives et courageuses « un exemple à suivre en métropole ». Ils passent sous silence, entre autres différences fondamentales, le fait que comme résultat de la domination coloniale l'économie est si dépendante qu'il n'y a presque pas de prolétariat en Guadeloupe et en Martinique. Besancenot dit dans le *Parisien* du 19 février que les grèves peuvent faire pression sur le gouvernement « pour imposer une autre répartition des richesses, une augmentation de revenus de 300 € » en métropole. C'est le propre du réformisme d'avoir pour seule perspective de simplement redistribuer les richesses un peu autrement. Une poignée de capitalistes pos-

sèdent les moyens de production et exploitent la majorité de la population travailleuse. Une « autre répartition des richesses » voudrait dire qu'ils jetteraient quelques miettes de plus – qu'ils chercheraient ensuite à récupérer par d'autres moyens.

Jour après jour les réformes gagnées dans de dures luttes de classe, qu'il faut défendre avec acharnement, sont ensuite reprises par la bourgeoisie en l'absence d'une féroce résistance ouvrière. Ces attaques sont souvent menées avec la coopération des bureaucrates syndicaux, dont les privilèges matériels définissent leur rôle de « partenaires sociaux » de la bourgeoisie pour défendre les intérêts capitalistes français contre les puissances capitalistes étrangères rivales. Cela a été le cas avec les grèves générales de Juin 36 et de Mai 68 qui ont débouché sur des situations pré-révolutionnaires ; mais les réformistes de la SFIO (parti socialiste) et surtout du PCF et les bureaucrates syndicaux ont trahi la classe ouvrière et tous ceux qui vivaient sous la férule de l'impérialisme français pour leur faire accepter quelques miettes et retourner au travail. Après 1936 et 1968 les capitalistes ont cherché à reprendre, notamment par l'inflation, les concessions qu'ils avaient été forcés de faire.

Dans la foulée de la contre-révolution capitaliste en Union soviétique en 1991-1992, la bourgeoisie a renouvelé dans le monde entier son offensive contre les travailleurs et les pauvres et les rivalités interimpérialistes se sont intensifiées. Prétendant que « le communisme est mort », ils s'en prennent à des acquis comme les retraites, la santé, etc., que l'on connaît en Europe de l'Ouest sous le nom d'« Etat-providence » et qui dans une certaine mesure ont été étendus aux colonies de la France. Cette défaite historique pour le prolétariat mondial a été totalement soutenue par les ancêtres du NPA, la LCR. Dans son autobiographie *Ca te passera avec l'âge*, Alain Krivine, dirigeant historique de la LCR, déclare : « Sa fin [de l'URSS] ne pouvait que nous réjouir. Et, sans la moindre hésitation, nous nous sommes effectivement réjouis. »

Pour une mobilisation ouvrière indépendante – A bas la collaboration de classes !

Pour des marxistes, une grève générale paralysante en France poserait la question du pouvoir par les travailleurs



Patrice Leclerc

Manifestation du 21 février à Paris en solidarité avec la grève aux Antilles

dans une situation révolutionnaire. Pour le NPA au contraire (ou pour LO, avec sa « grève générale illimitée »), cela ne vaut pas plus que 300 euros pour les bas salaires. En réalité, derrière leur blabla « combatif » le NPA ou LO s'activent pour mettre en selle un nouveau gouvernement « de gauche ». Dans la lutte contre l'exploitation et pour la révolution socialiste, il faut briser les illusions des travailleurs qu'un gouvernement capitaliste « de gauche » pourrait faire quoi que ce soit d'autre que protéger les intérêts de la bourgeoisie française. En France un gouvernement « de gauche » depuis 1936 prend la forme d'un front populaire – c'est-à-dire un bloc gouvernemental entre les partis capitalistes comme les Radicaux de gauche, les chevènementistes, etc., et les partis ouvriers réformistes comme le Parti socialiste (PS) et le Parti communiste (PC). Des Antilles à l'Algérie et au Rwanda, ces gouvernements « de gauche », au nom de l'impérialisme français, ont laissé un héritage sanglant.

Et d'ailleurs en Guadeloupe c'est le PS local qui fait tourner l'administration locale de l'Etat colonial (dans la mesure où des pouvoirs sont décentralisés). Victorin Lurel, le président PS du Conseil régional de Guadeloupe, a déclaré le 14 février, en son nom et en celui de Jacques Gillot, président du Conseil général, lié également au PS de Guadeloupe : « Nous demandons un assouplissement de la grève générale pour que le pays vive plus normalement » pour que les enfants « puissent aller à l'école, que les Guadeloupéens puissent se déplacer et permettre la libre activité des entreprises qui le souhaitent » (*L'Express*, 14 février). Comme Sarkozy, il semble qu'ils veillent une grève générale dont personne ne s'aperçoit !

Aubry, Buffet du PCF et Mélenchon du Parti de gauche, qui cherchent à diriger un nouveau front populaire en 2012, ont déjà prouvé leur vigueur à administrer l'oppression pendant des années comme ministres sous Jospin. Ce gouvernement, qui a démoralisé et démobilisé la classe ouvrière, a privatisé plus que tout autre gouvernement de droite avant lui, et à la suite des attaques terroristes du 11 septembre 2001 aux USA il a mené une « guerre contre le terrorisme » raciste. Des mesures comme Vigipirate, des pouvoirs de surveillance accrus, et d'autres lois répressives ont été introduites, visant d'abord les minorités raciales, mais nous avons mis en garde à l'époque que leur cible ultime était l'ensemble de la classe ouvrière, comme on commence à le voir aujourd'hui.

Depuis l'écrasante défaite de la « Gauche plurielle » en 2002, le PS, pour chercher à se faire réélire, a flirté avec le centre-droit de l'UDF/MoDem, en tenant à distance l'« extrême gauche » réformiste. Cependant, face à la crise économique, les opportunistes du PS optent pour le moment pour dépoussiérer leurs drapeaux roses et faire sortir leurs militants, ce qu'ils ont fait lors des manifestations du 29 janvier où ils étaient censés redécouvrir, selon l'expression d'Aubry, « les Français [qui] souffrent ». Mais il n'existe pas encore de nouveau front populaire et la tâche de la « gauche » aujourd'hui est de reconstruire sa crédibilité pour devenir une candidate à gouverner viable aux yeux de la bourgeoisie. Pour cela elle doit convaincre les masses travailleuses qu'elle représenterait vraiment un moindre mal par rapport à Sarkozy et Cie, de façon qu'une fois au pouvoir elle puisse partir de là où en était le dernier gouvernement et poursuivre le sale travail d'administrer le capitalisme.

Dans ce but, Lutte ouvrière et le NPA/ex-LCR ont signé le 4 février une déclaration commune d'« unité dans la lutte » avec le PS, le PC, les chevènementistes et diverses associations petites-bourgeoises écologistes et féministes. Ils ont

ainsi contribué à légitimer les prétentions du PS à apporter son « appui du mouvement social », y compris, selon les termes de la déclaration, son « soutien à l'imposant mouvement social qui mobilise depuis plusieurs semaines la Guadeloupe ». Le NPA et LO ont ainsi joué un rôle crucial pour restaurer la crédibilité du PS aux yeux de la classe ouvrière. Malgré les déclarations cyniques et répétées du NPA d'« indépendance » vis-à-vis du PS, leur signature sur de telles déclarations front-populistes au nom de l'« unité » sert précisément à paver la voie à un nouveau gouvernement capitaliste « de gauche ». Ils donnent aussi au PS une plate-forme et une plus grande autorité dans la lutte de classe – pour mieux pouvoir la trahir.

Le NPA reconnaît implicitement le rôle de briseur de grève du PS aux Antilles dans son tract du 16 février « Guadeloupe, Martinique : Faisons comme eux ! » où il décrit comment les représentants du PS en Guadeloupe voulaient « que la grève soit "assouplie" en échange de miettes ». Mais le lendemain même le NPA a signé une deuxième déclaration commune d'« unité dans la lutte » avec le PS et des groupes petits-bourgeois déclarant que « développer la mobilisation est plus nécessaire que jamais » en Guadeloupe et appelant à « développer l'action et au plein succès de l'action du 19 mars ». Un tel cynisme est caractéristique de la social-démocratie.

Le nationalisme petit-bourgeois n'a que la misère à offrir

En France le devoir d'un parti révolutionnaire est de rallier la classe ouvrière aux côtés des Antillais en lutte, mais en Guadeloupe et en Martinique la tâche cruciale est de briser l'emprise de la fausse conscience nationaliste. Sous l'impérialisme les nations ne sont pas égales et une Guadeloupe indépendante capitaliste, dont nous défendons le droit à l'existence, ne peut que rabaisser encore plus le niveau de vie des pauvres. C'est pourquoi la lutte doit faire partie d'une lutte plus large pour la révolution socialiste en France, en Amérique latine et en Amérique du Nord où il existe une classe ouvrière puissante. Alors les masses guadeloupéennes et martiniquaises auront un choix véritable sur comment exercer leur droit à l'autodétermination nationale.

En Guadeloupe, l'organisation sœur de Lutte ouvrière, Combat ouvrier, appartient au collectif du LKP avec une cinquantaine d'autres organisations, y compris des syndicats (dont l'UGTG pro-indépendantiste qui joue un rôle central), le Parti communiste guadeloupéen et de nombreuses organisations nationalistes et culturelles petites-bourgeoises. C'est en fait une organisation combative front-populiste incluant le mouvement ouvrier mais au fond représentant le programme du nationalisme bourgeois. On peut soutenir de nombreuses revendications du LKP dans la liste de 149, y compris les fameux 200 euros pour tous les bas salaires et minimums sociaux, la demande d'un vaste programme de construction de logements sociaux et d'un véritable système de transport des usagers. Pourtant, de nombreuses autres revendications du LKP mettent en lumière la nature bourgeoise nationaliste de ce bloc, qui s'adresse au « Peuple de Guadeloupe, ouvriers, paysans, artisans, retraités, chômeurs, entrepreneurs, jeunes » (souligné par nous).

Ils revendiquent ainsi la priorité pour les capitalistes locaux sur les autres : « Priorité et facilité d'accès au marché et aux aides publiques pour les entreprises Guadeloupéennes ». Fondamentalement il s'agit d'une revendication nationaliste pour que des Guadeloupéens noirs exploitent

d'autres Guadeloupéens. Des dirigeants nationalistes en Guadeloupe et en Martinique ont souvent exprimé leur désir de voir transférer une bonne partie de l'administration de l'Etat à un organisme dirigé localement qui pourrait s'en prendre aux acquis sociaux. D'après les nationalistes, ces prestations sociales rendent l'agriculture et le tourisme non compétitifs face à la concurrence des autres îles caraïbes. Mais pour le moment les nationalistes ne mettent pas en avant la lutte pour l'indépendance – leur programme est plutôt de mettre la main pour eux-mêmes sur la manne coloniale qui depuis des siècles était empochée par les békés.

Parmi les revendications il y a aussi : « *Priorité d'embauche pour les Guadeloupéens* » et « *Embauche obligatoire de Guadeloupéens dans toutes les entreprises qui bénéficient d'aide publique* ». Vu la prédominance écrasante des Français métropolitains et des békés dans les postes de direction des services publics et de l'industrie privée, les revendications sur l'embauche sont en partie dirigées contre le colonialisme. Il faut exiger les mêmes salaires et conditions de travail pour tous. Pour remédier à la discrimination raciale nous défendons des mesures favorisant l'embauche des Guadeloupéens noirs.

Mais les revendications comme celle pour que les entreprises bénéficiant d'aides publiques ne puissent embaucher que des Guadeloupéens sont aussi dirigées contre les autres nationalités opprimées de la région, notamment contre les Haïtiens dont on dit qu'ils représenteraient jusqu'à 10 % de la population. Les marxistes s'opposent à des revendications ayant pour effet de diviser entre eux les Noirs opprimés guadeloupéens et haïtiens. Depuis que Sarkozy a pris en main le Ministère de l'Intérieur en 2002 et qu'il est ensuite devenu président, les déportations et le traitement brutal des Haïtiens se sont encore aggravés. Une unité spéciale de la police avec des quotas d'expulsions a été mise en place en Guadeloupe en 2006 dans le but spécial de faire la chasse aux immigrés haïtiens. Les rafles dans les maisons des immigrés, dans les plantations où ils travaillent, à la préfecture où ils cherchent à régulariser leur situation, forment un tableau bien connu de milliers de sans-papiers en France. Il y a officiellement 1 500 à 2 000 déportations de Guadeloupe par an, principalement des Haïtiens ; le nombre équivalent en France vu le rapport des populations serait de 200 000 à 300 000, soit dix fois le nombre d'expulsions annuelles pratiquées en France métropolitaine !

Face à cette machine à déporter, la revendication vide de contenu du LKP « *Arrêt des abominations à l'encontre des travailleurs étrangers* » sonne comme un refus de s'opposer frontalement aux expulsions. Nous exigeons au contraire : ***Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés, en France et dans ses colonies ! A bas les expulsions ! Abolition de l'article 5 du statut de la fonction publique qui réserve les emplois de fonctionnaires aux citoyens français et européens !*** Dans une situation de pauvreté comme en Guadeloupe, les tentatives xénophobes de l'Etat de faire des Haïtiens des boucs émissaires peuvent tomber sur un terreau fertile. On dit que des planteurs békés en Guadeloupe ont fait appel à des travailleurs agricoles haïtiens pour briser la grève des Guadeloupéens, ce qui souligne d'autant plus à quel point il est important que les Guadeloupéens prennent la défense des immigrés haïtiens et se battent pour des salaires et des conditions de travail égaux pour contrer les tentatives des patrons de diviser pour mieux exploiter.

La participation directe de Combat ouvrier dans le LKP, ainsi que les louanges du NPA pour le LKP, représentent une

capitulation au nationalisme petit-bourgeois et montrent que leur politique n'est que du réformisme libéral petit-bourgeois. Le NPA insiste pour que les travailleurs en France construisent un front large comme en Guadeloupe – là-bas cela veut dire se subordonner politiquement au nationalisme petit-bourgeois, mais en France cela veut dire se subordonner aux chauvins français impérialistes de Chevènement et aux sociaux-démocrates du PS au lourd passé colonial. Elie Domota et ses camarades sont des militants courageux qui risquent leur vie, comme on l'a vu avec l'attaque contre Alex Lollia, mais il est dans la logique de leur programme nationaliste bourgeois que le dirigeant de la grève, Domota, soit le directeur adjoint de l'ANPE en Guadeloupe. En France le directeur général adjoint de l'ANPE est l'ancien directeur des ressources humaines des centres d'ingénierie de Renault !

Combat ouvrier faisant partie du LKP, Lutte ouvrière cette fois-ci n'a pas la moindre critique du nationalisme petit-bourgeois dans cette grève. C'est pourquoi LO ne se lance pas dans des attaques contre les barrages dressés par des jeunes des quartiers misérables de Pointe-à-Pitre, contrairement à son méprisable soutien au rétablissement de l'ordre il y a trois ans pendant la révolte des banlieues en France, où LO capitulait face aux sociaux-démocrates français du PS et du PC. Néanmoins, ces économistes insistent que la revendication la plus importante de la grève générale guadeloupéenne, c'est l'appel à une augmentation des salaires et à stopper l'augmentation des prix, parce que ce sont des revendications qui « *concernent tous les travailleurs* » (éditorial d'Arlette Laguiller, *Lutte Ouvrière*, 20 février).

En insistant sur les 200 euros, seule revendication susceptible à ses yeux d'unifier la classe ouvrière, LO trahit son orientation en France vers les couches privilégiées du prolétariat blanc alors que par exemple les jeunes de banlieue ici voient dans la situation aux Antilles un reflet de la discrimination raciale et ethnique qu'ils subissent eux-mêmes à l'usine ou à l'école.

LO minimise ainsi l'héritage de l'esclavage et l'oppression raciale et coloniale, au contraire des marxistes qui, comme Lénine l'a enseigné, se saisissent de chaque exemple d'oppression pour dresser un tableau général et plus complet de l'oppression sous le capitalisme et mobiliser les larges couches d'opprimés derrière la classe ouvrière et son parti révolutionnaire.

La base de notre programme pour la Martinique et la Guadeloupe, pour en finir une bonne fois pour toutes avec l'oppression coloniale et l'exploitation, c'est l'internationalisme prolétarien, y compris de façon cruciale la lutte pour la révolution socialiste aux USA, en France et dans d'autres pays capitalistes avancés. Seule la révolution socialiste, jetant les bases pour une planification socialiste internationale dans tout l'hémisphère, et en alliance avec le prolétariat français (y compris mais pas seulement le prolétariat originaire des Antilles), peut ouvrir la voie à un développement économique authentique et mettre fin à la lutte pour la survie dans ces pays qui sont aujourd'hui sous la botte impérialiste. ***Victoire maintenant pour la grève générale en Martinique et à la Réunion ! En avant pour reforgez la Quatrième Internationale, parti mondial de la révolution socialiste !*** ■

Visitez le site web de la LCI
www.icl-fi.org

Crise économique...

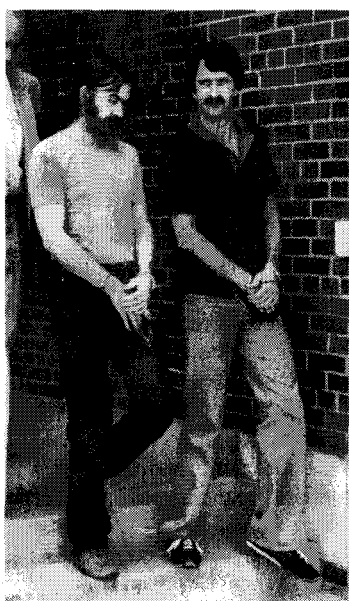
Suite de la page 2

Richard Duncan dans une de ses chroniques du *Financial Times* de Londres (24 novembre 2008) :

« Quand Richard Nixon a détruit le système monétaire international de Bretton Woods en 1971, en fermant la "fenêtre d'or" au Département du Trésor, il a rompu le dernier lien entre le dollar et l'or. Il s'en est suivi une prolifération incontrôlée d'instruments de crédit de plus en plus fallacieux, libellés dans une monnaie dévaluée. L'exemple le plus flagrant et le plus fatal de cette folie a été le développement du marché non régulé des produits dérivés, qui a atteint un volume de 600 000 milliards de dollars, l'équivalent de près de 100 000 dollars pour chaque habitant de la terre. »

Augmentation du taux d'exploitation

En 1974-1975 s'est produite une récession économique mondiale majeure et très violente. Même si elle n'a pas duré longtemps, elle a eu des conséquences importantes, en particulier aux Etats-Unis. Au sortir de la récession économique, la classe capitaliste américaine a fait un effort concerté pour augmenter le taux d'exploitation du prolétariat – c'est-à-dire le rapport entre la plus-value et les salaires. Elle a exigé et obtenu de la bureaucratie syndicale de renégocier à la baisse les conventions collectives et d'en exclure les salariés récemment embauchés. Elle a transféré la production du nord-est des Etats-Unis et du Midwest, où les syndicats étaient forts,



John Harns/FIL

Guerre de classe des capitalistes contre les travailleurs. A gauche : les dirigeants de PATCO, le syndicat des aiguilleurs du ciel, embarqués par la police, menottés et enchaînés pendant la grève de 1981. Ci-dessous : affrontement entre flics et piquets de grève pendant la grève des mineurs britanniques, en septembre 1984.



AP

vers le sud dont ils étaient quasiment absents, et vers les pays à bas salaires d'Amérique latine et d'Asie.

Cette offensive anti-ouvrière, qui a commencé sous le Président démocrate de droite Jimmy Carter, s'est intensifiée sous Ronald Reagan, un Président républicain encore plus à droite. Elle a été symbolisée par l'écrasement de la grève du syndicat des aiguilleurs du ciel, PATCO, en 1981, et par les attaques antisyndicales pendant la grève des bus Greyhound et d'autres grèves. A l'époque, nous insistions que le mouvement syndical devait combattre l'offensive capitaliste, notamment dans notre article « Le mouvement syndical doit utiliser les grands moyens pour gagner » (*Workers Vanguard* n° 349, 2 mars 1984). Ce que nous disions alors, à savoir que le mouvement syndical ne peut pas accepter les règles édictées par les patrons, reste valable pour le mouvement ouvrier américain aujourd'hui.

Je veux souligner ici un aspect de l'offensive anti-ouvrière de la première moitié des années 1980 qui n'était pas d'une si grande évidence à l'époque. L'influence grandissante du monétarisme et de la « déréglementation » financière comme doctrine et comme politique, dans l'Amérique de Reagan, et aussi dans la Grande-Bretagne de Thatcher, était en partie basée sur l'affaiblissement du mouvement ouvrier, et conditionnée par lui. En Grande-Bretagne, le basculement à droite décisif de l'équilibre des forces de classes fut la défaite de la grève des mineurs de 1984-1985. La camarade McDonald faisait récemment remarquer dans sa note sur l'impact de la crise économique en Grande-Bretagne qu'en 1986 le gouvernement Thatcher avait « dérégulé » la City de Londres. Comme on dit, ce n'est pas un hasard si l'envolée du capital financier spéculatif en Grande-Bretagne s'est produite juste après la défaite de la grève des mineurs.

Aux Etats-Unis, dans les années 1980, que les libéraux appellent souvent « la décennie de la cupidité », il s'est produit une redistribution massive des revenus en faveur des plus riches, combinée avec une augmentation massive de l'endettement américain vis-à-vis de l'étranger. L'administration Reagan a baissé les impôts pour les riches, en même temps qu'elle augmentait fortement les dépenses militaires pendant l'escalade de la deuxième guerre froide contre l'Union soviétique. Pour financer les déficits budgétaires importants qui en résultèrent, une forte proportion des bons du Trésor nouvellement émis furent vendus à l'étranger, principalement aux Japonais. En l'espace de deux ou trois ans, les Etats-Unis cessèrent d'être le premier pays créancier du monde pour devenir le premier pays débiteur.

La redistribution des revenus en faveur des plus riches et l'augmentation de la dette extérieure américaine étaient indissolublement liées à la désindustrialisation de l'Amérique. Des régions entières du Midwest devinrent la « ceinture de rouille » (*rust belt*). Au milieu des années 1960, les activités manufacturières représentaient 27 % du produit intérieur brut américain, et employaient 24 % de la population active. Au début des années 2000, le poids du secteur manufacturier était tombé à 14 % de la production totale, et il employait seulement 11 % de la population active.

Globalement, le salaire horaire moyen des ouvriers d'exécution a atteint son point culminant au début des années 1970. Pendant la plus grande partie des trois décennies et demie qui ont suivi, le salaire horaire réel a été inférieur au niveau atteint alors. C'est seulement occasionnellement et brièvement, par exemple pendant la dernière phase du boom économique des années 1990, que le salaire horaire réellement perçu (impôts et charges sociales déduits) a approché ou

dépassé le niveau du début des années 1970. Les familles ouvrières qui ont vu leurs revenus augmenter au cours des dernières décennies sont celles où le mari et la femme travaillent à plein temps, font beaucoup d'heures supplémentaires et même ont deux boulots, quand ils peuvent en trouver.

Cependant, au début des années 2000, cette manière extensive d'augmenter les revenus familiaux était pour l'essentiel épuisée. En même temps, les travailleurs étaient confrontés à une hausse massive de plusieurs dépenses de base – logement (à l'achat comme à la location), soins médicaux et frais d'inscription à l'université pour leurs enfants. Donc ils ont eu recours de plus en plus à l'endettement. A la veille de la crise actuelle, début 2007, la dette moyenne des ménages était **de 30 % supérieure** à leur revenu disponible annuel. C'était possible principalement parce que les familles empruntaient en hypothéquant leur maison, en « profitant », si l'on peut dire, de la bulle immobilière qui était alors en train d'enfler.

Boom de l'Internet et bulle immobilière

Pour comprendre la bulle immobilière de la première moitié des années 2000, nous devons revenir un peu en arrière et nous intéresser à ce qu'on a appelé le boom de l'Internet, dans la deuxième moitié des années 1990. C'est un cycle classique boom-récession, tel que décrit par Marx dans *le Capital*. Une frénésie d'investissements, principalement dans de nouvelles technologies – en l'occurrence l'informatique, les applications Internet et les télécommunications – a augmenté ce que Marx appelait la composition organique du capital. C'est la valeur des moyens de production (le temps de travail qui y est incorporé) nécessaires à employer le travail vivant. Dans la théorie économique bourgeoise, on appelle cela le capital par salarié. Une augmentation de la composition organique du capital fait baisser le taux de profit. Même si la productivité augmente et que les salaires stagnent, une augmentation du profit par ouvrier ne compense *pas* l'augmentation du capital par ouvrier.

Cette dynamique était clairement à l'œuvre dans les années 1990 pendant la bulle du secteur des télécommunications, un des piliers de la « nouvelle économie » ou de la « révolution de l'informatique ». Le rendement du capital investi dans les sociétés de télécommunications a chuté inexorablement, passant de 12,5 % en 1996 à 8,5 % en 2000. A l'époque, un analyste de Wall Street, Blake Bath, décrivait à sa manière la loi de la baisse tendancielle du taux de profit appliquée aux télécommunications. « *Il semble que ce secteur est fortement surcapitalisé* », expliquait-il. « *Les dépenses ont augmenté à un rythme absurde relativement aux revenus et aux profits générés par ces dépenses* » (*Business Week*, 25 septembre 2000). Ou comme l'explique Marx dans le livre III du *Capital* : « *La véritable barrière de la production capitaliste, c'est le capital lui-même* » (souligné dans l'original).

En 2000-2001, la bulle Internet a éclaté, provoquant une récession. Afin d'atténuer l'impact de la récession économique, Alan Greenspan, le directeur de la Réserve fédérale (la banque centrale des Etats-Unis) a inondé les marchés financiers de liquidités. En 2003, la Fed a abaissé le taux d'intérêt qu'elle fait payer aux banques sur les prêts à court terme, qui est passé de 6,5 % à 1 % – à l'époque, c'était le taux le plus bas depuis un demi-siècle. Pendant la plus grande partie de cette période, ce qu'on appelle le taux des fonds fédéraux était inférieur au taux d'inflation. En fait, le gouvernement offrait gratuitement de l'argent aux financiers de Wall Street. Fin 2004, l'*Economist* de Londres tirait la sonnette d'alarme en écrivant que « *la politique d'argent facile* [de l'Amérique]

a débordé de ses frontières » et « *s'est engouffrée dans les prix des actions et de l'immobilier dans le monde entier, faisant ainsi gonfler une série de bulles sur les prix des actifs* ».

Au cœur de la crise actuelle, il y a une catégorie d'instruments financiers appelés produits dérivés. Les actifs financiers traditionnels, primaires – les actions et les obligations – constituent, juridiquement parlant, des créances sur des marchandises, c'est-à-dire des biens et des services dans lesquels sont incorporés à la fois une valeur d'usage et une valeur d'échange, en tant que produits du travail. Les produits dérivés sont basés sur les actifs primaires, ou liés d'une façon ou d'une autre à ceux-ci. Une forme typique et importante de produit dérivé est le « *credit default swap* » [CDS, dérivé de crédit]. Formellement, et j'insiste sur « *formellement* », c'est une espèce de police d'assurance contre le risque qu'une entreprise n'honore pas une créance. Mais vous pouvez acheter un CDS sans posséder la créance en question. Dans ce cas, c'est une forme de spéculation sur le fait que l'entreprise ne va pas honorer ses obligations. Imaginez que 20 personnes détiennent une assurance-incendie sur le même bâtiment, et que 19 d'entre elles ne sont *pas* propriétaires du bâtiment. Eh bien, bienvenue dans le monde des produits dérivés. De plus, vous pouvez aussi spéculer sur les évolutions du prix d'un CDS en utilisant ce qu'on appelle des *calls* ou des *puts* [options d'achat ou de vente à terme à un prix convenu d'avance].

Le point fondamental, c'est qu'on a empilé des produits dérivés les uns sur les autres. Pour quantifier cela : en 2005, si on ajoutait les valeurs nominales de tous les produits dérivés du monde, au prix du marché, cela représentait **trois fois** la valeur de tous les actifs sous-jacents sur lesquels elles étaient censées être basées. Pour comprendre l'extrême gravité de la crise financière actuelle, il faut apprécier le **volume énorme** de ce que Marx appelait le « *capital fictif* » engendré depuis quelques dizaines d'années. Au début des années 1980, si on additionnait la valeur nominale, au prix du marché, de toutes les actions et obligations, et aussi des obligations d'Etat, cela représentait environ la production annuelle globale des biens et des services, ce que les économistes bourgeois appellent le produit intérieur brut. En 2005, le Fonds monétaire international avait calculé que si on effectuait la même opération, la valeur des seuls actifs sous-jacents représentait près de quatre fois le produit intérieur brut global. Et si on y ajoutait les produits dérivés, le montant total du risque dans le système financier était encore multiplié.

Charles R. Morris, un journaliste financier critique, décrit comment cet Everest de « *richesses* » de papier a été concocté :

« Comment l'effet de levier a-t-il pu jouer à ce point ? Dans la catégorie d'instruments dont nous venons de parler, il y a relativement peu de « *noms* », ou de sociétés sous-jacentes, qui font l'objet de transactions, quelques centaines tout au plus. Et un nombre relativement limité d'institutions, essentiellement les banques d'envergure mondiale, les banques d'affaires, les fonds spéculatifs (*hedge funds*), effectuent le gros des transactions. En fait, elles ont construit un énorme château de cartes de dettes, instable, en se vendant et revendant *entre elles* et en empochant les profits au passage. C'est la définition d'une escroquerie pyramidale. Tant qu'un régime d'argent bon marché empêchait les faillites, le château de cartes pouvait vaciller, mais restait debout. Mais de petites perturbations n'importe où dans la structure peuvent le faire s'écrouler, et les grondements sismiques déjà en évidence laissent présager de très fortes perturbations » (souligné dans l'original).

– *The Trillion Dollar Meltdown : Easy Money, High Rollers, and the Great Credit Crash* (La faillite aux millions de milliards de dollars : l'argent facile, la haute finance et le grand krach du crédit – 2008)



AFP/Pascal Pavani



PA

Le protectionnisme poussé par la bureaucratie syndicale est un poison mortel pour la classe ouvrière car il l'enchaîne à sa propre bourgeoisie. A gauche : manifestation des Molex à Villemur contre la délocalisation de l'usine. A droite : grève réactionnaire en Grande-Bretagne contre les travailleurs étrangers le 30 janvier.

L'éroulement du château de cartes entraîne inexorablement la baisse du prix de tous les actifs financiers, à l'exception des obligations d'Etat des pays développés. Et même celles-ci pourraient bien suivre le mouvement.

Impact sur l'Europe de l'Ouest et le Japon

La crise financière a considérablement exacerbé les tensions interimpérialistes et les conflits d'intérêts dans une Union européenne (UE) de plus en plus désunie. Les différents plans de sauvetage nationaux ont intensifié la concurrence financière intra-UE. Le capital-argent spéculatif à court terme afflue dans les pays – par exemple, initialement, l'Irlande – où la politique du gouvernement rend apparemment la situation des banques et autres institutions financières plus sûre. Et ensuite il en sort quand d'autres gouvernements offrent des plans de sauvetage qui apparaissent plus attractifs.

Nous voyons aussi se creuser un fossé entre les deux pays qui constituent le noyau de l'UE et de la zone euro, l'Allemagne et la France. Le vaniteux président français Nicolas Sarkozy, dont le hasard a fait qu'il occupait la « présidence » tournante de l'UE pendant le deuxième semestre 2008, s'est présenté comme le sauveur du capitalisme mondial. Il a proposé différents plans ambitieux de régulation financière et de « relance » économique, tant au niveau de l'UE qu'au niveau international. Il va sans dire qu'en prenant ainsi ces attitudes, Sarkozy ne s'est pas rendu populaire auprès des dirigeants des Etats impérialistes non français.

En particulier, la classe dirigeante allemande, représentée par le gouvernement de coalition entre chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates, a fait capoter sans ménagement les différents plans de Sarkozy. Pas de *geld* allemand, a-t-elle proclamé, pour les dépenses extravagantes et l'incurie économique de ses « partenaires » européens. Plus généralement, le pouvoir en place à Berlin a insisté qu'il appartient aux autres pays – comprendre : les Etats-Unis – de réparer leurs économies d'une manière qui profitera aussi à l'Allemagne. Comme l'explique le ministre des Finances allemand, Michael Glos : « *Nous pouvons seulement espérer que les mesures prises par d'autres pays [...] aideront notre économie exportatrice* » (*Financial Times*, 1^{er} décembre 2008). Tu peux toujours rêver, Herr Minister !

La presse financière américaine n'a pas prêté suffisamment attention au Japon, qui est un acteur important dans l'économie mondiale. Le Japon est la deuxième économie du monde. Et ce qui est encore plus important, c'est la plus

grande nation créancière du monde. Bien que la Chine ait récemment supplanté le Japon comme plus gros détenteur d'obligations d'Etat américain, le Japon détient un volume bien plus élevé de la dette privée émise par les entreprises du monde entier.

En 1989-1990, une bulle immobilière et boursière a éclaté au Japon, et ceci a provoqué une décennie de stagnation, ce qu'on a appelé plus tard la « décennie perdue ». Les autorités monétaires ont ramené de fait les taux d'intérêt à zéro, afin de stimuler les investissements. En fin de compte, cette politique a marché, mais pas de la manière dont les autorités gouvernementales l'avaient voulu. L'énorme stock de capacités industrielles excédentaires et de « prêts bancaires non performants » a découragé les investissements *au Japon même*. Donc les financiers japonais et les investisseurs du monde entier ont emprunté de l'argent bon marché au Japon et l'ont ensuite investi dans d'autres pays, où pour une raison ou une autre la rentabilité était plus élevée. Dans la presse financière, on appelle cela le « *yen carry trade* » [marché du portage du yen].

Le *yen carry trade* est maintenant en train de se mettre à fonctionner en sens inverse. Autrement dit, les investisseurs vendent leurs actifs dans le monde entier, à des prix qui s'effondrent, afin de rembourser les prêts contractés auprès des banques et d'autres institutions japonaises. Mais c'est devenu un processus *autodestructeur*. Parce qu'au fur et à mesure que cet argent afflue au Japon, il pousse le yen relativement à la hausse par rapport aux monnaies de presque tous les pays dans lesquels les débiteurs ont investi. Donc cela augmente le fardeau réel des dettes qui leur restent à rembourser. Imaginez que vous essayez de vider une grande baignoire, et qu'à chaque fois que vous retirez un seau d'eau, un seau et demi reflue dans la baignoire via une canalisation souterraine. Eh bien, c'est fondamentalement la situation à laquelle sont aujourd'hui confrontés les investisseurs étrangers, et aussi japonais, qui ont profité depuis plus de dix ans du *yen carry trade*.

En même temps, l'appréciation du yen pousse à la hausse les prix des produits japonais sur les marchés mondiaux, à un moment où la demande globale diminue. Le cœur du capitalisme industriel japonais est touché de plein fouet. Toyota prévoit que son activité automobiles/poids lourds sera déficitaire sur l'année fiscale en cours, pour la première fois depuis 70 ans. Sony a annoncé le licenciement de 5 % des employés de sa division électronique, et la fermeture de peut-être six usines, dans le monde entier.

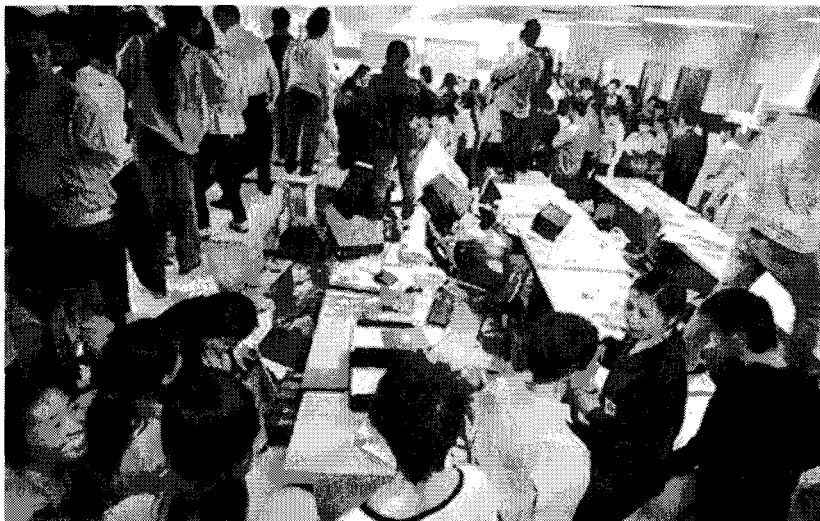
La crise mondiale ébranle l'économie « socialiste de marché » de la Chine

Qu'en est-il de la Chine – dont nous savons que ce n'est pas un pays capitaliste, mais un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé ? Pendant la crise financière asiatique de 1997-1998 en Extrême-Orient, la Chine avait efficacement compensé l'impact de la crise en augmentant de façon substantielle ses investissements dans la construction d'usines et les infrastructures. Et le régime stalinien de Pékin essaie aujourd'hui de recommencer cette politique. Début novembre, il a annoncé un important plan de soutien (équivalent à 585 milliards de dollars) centré sur le développement des infrastructures – chemins de fer, routes, aéroports, ports et autres. Cependant, on a appris par la suite que le montant réel était très inférieur à celui initialement annoncé. Seul un quart des fonds sera versé par le gouvernement central ; les trois quarts restants sont censés venir des autorités locales et des banques d'Etat. Mais ces institutions ont des ressources financières beaucoup plus limitées. Stephen Green, un économiste de la Standard Chartered Bank de Shanghai, écrit à ce propos : « Avec des revenus en baisse, il est difficile de voir comment les autorités locales, les banques et les entreprises pourront réunir les 4 000 milliards de renminbi [yuans] » (*Financial Times*, 15-16 novembre 2008).

Le camarade Markin et moi avons discuté l'impact de la crise mondiale sur la Chine. Et nous pensons tous les deux que cette fois-ci, contrairement à la fin des années 1990, l'économie chinoise, fondamentalement, ne va pas s'en sortir sans dommages. Pour commencer, ce n'est pas une récession économique régionale, mais mondiale. Et elle est centrée sur les Etats-Unis et l'Europe de l'Ouest. Tout indique qu'elle va être très grave, et plutôt longue. Une des conséquences est que cela augmente la probabilité d'un protectionnisme anti-chinois aux Etats-Unis et en Europe de l'Ouest.

Nous allons voir, et nous voyons en fait déjà, les **aspects négatifs et la rigidité** de ce que les staliniens chinois appellent une économie « socialiste de marché ». Il y a en Chine des dizaines de milliers d'usines, employant des dizaines de millions d'ouvriers, qui appartiennent à des entrepreneurs locaux, à des capitalistes chinois expatriés à Hong-kong et à Taïwan et à des sociétés étrangères, et qui produisent des marchandises spécifiquement destinées aux pays capitalistes avancés, des marchandises comme des jouets, des lecteurs CD et des GPS pour automobiles. Ces usines ne peuvent pas rapidement et facilement se mettre à produire, par exemple, des appareils électroménagers pour les ouvriers et les paysans chinois. Et cela resterait vrai même si l'Armée populaire de libération envoyait ses hélicoptères au-dessus des quartiers ouvriers et des villages pour larguer des liasses de billets de banques sur la population.

De plus, le régime de Pékin a encouragé sa version locale de la bulle immobilière et d'un boom de la construction de logements. Les petits-bourgeois des villes, nombreux et de plus en plus riches – les nouveaux riches chinois – ont emprunté de l'argent pour acheter, construire et agrandir des maisons, pas seulement pour y habiter mais comme investissement financier. Ils s'attendaient à ce que le prix du marché



Chine, novembre 2008 : les ouvriers occupent les bureaux de l'usine de jouets Kaida à Dongguan. La crise économique mondiale révèle les mauvais côtés et la rigidité de l'économie « socialiste de marché » des staliniens chinois.

de ces biens continue à augmenter indéfiniment. Eh bien, la bulle immobilière a maintenant éclaté. Dans un quartier chic de Pékin, les prix des appartements neufs ont chuté de 40 % entre février et octobre 2008. *L'Economist* de Londres (25 octobre) écrivait : « Le marché du logement réserve des chocs déplaisants aux nouvelles classes moyennes chinoises. » Bien sûr, le sort des nouveaux riches chinois ne nous inquiète pas. Ce qui, par contre, nous inquiète beaucoup, c'est l'effet de l'effondrement de la bulle de l'immobilier sur **notre** classe : le prolétariat. Cela a eu un effet négatif sur le secteur du bâtiment, qui emploie principalement des travailleurs migrants, des hommes originaires des campagnes.

En fin de compte, la Chine, contrairement à presque tous les pays capitalistes, n'entrera pas en récession. Mais il est probable qu'elle connaîtra une forte diminution de son taux de croissance, qui au cours des dernières décennies était autour de 10 % par an. De ce fait, il y aura une forte augmentation du nombre de chômeurs dans les villes, à la fois des ouvriers licenciés dans le secteur privé, et des paysans venus en ville pour chercher du travail mais qui n'en trouveront pas. Fin novembre, selon les chiffres officiels, dix millions de travailleurs migrants avaient été licenciés dans les villes chinoises. Et cette détresse économique produira une montée de l'agitation sociale. On a déjà assisté à des manifestations d'ouvriers d'usine licenciés en colère dans le delta de la Rivière des Perles, la principale région d'industrie légère produisant pour les marchés des pays développés. Ce que nous ne savons pas et ne pouvons pas savoir, c'est si la montée de l'agitation ouvrière déstabilisera ou non la situation politique. C'est hors de portée de nos connaissances actuelles.

La résurrection du keynésianisme

Que va-t-il probablement arriver ? Tout indique que la récession économique mondiale sera exceptionnellement grave et prolongée, et qu'elle sera particulièrement sévère aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. Au niveau idéologique, et dans une moindre mesure au niveau politique, nous allons assister, et nous assistons déjà, à un déplacement de la droite vers la gauche du spectre politique bourgeois : des politiques fiscales basées sur une hausse des déficits publics,

des nationalisations partielles des banques et autres institutions financières, des tentatives d'extension et de renforcement de la réglementation des transactions financières, et ainsi de suite.

Le camarade Robertson, avec d'autres, a fait remarquer que le monétarisme, en tant que doctrine, est complètement discrédité, et que le keynésianisme est à nouveau à la mode. J'ai lu plus de références élogieuses à John Maynard Keynes dans la presse financière anglophone ces dernières six semaines que pendant les dix dernières années. La camarade Blythe a noté un mythe libéral américain : ce serait le New Deal de Franklin Roosevelt, basé sur la doctrine de Keynes, qui aurait sorti les Etats-Unis de la grande dépression des années 1930. Non, ce qui a sorti les Etats-Unis de la dépression, c'est l'expansion des « travaux publics » pendant la Deuxième Guerre mondiale, les « travaux publics » en question étant des chars d'assaut, des avions de chasse, des porte-avions et la bombe atomique.

Nous avons écrit sur le keynésianisme dans le passé, mais malheureusement dans un passé plutôt lointain, relativement à l'histoire de notre tendance. Je recommande en particulier trois documents. Au début des années 1960, Shane Mage, un des fondateurs de notre tendance, a écrit une thèse de doctorat intitulée « La "loi de la baisse tendancielle du taux de profit" : sa place dans le système théorique de Marx et sa pertinence pour l'économie des Etats-Unis » (Columbia University, 1963). Je signale en passant que son directeur de thèse était Alexander Ehrlich, l'auteur de *The Soviet Industrialization Debate 1924-28* [Le débat soviétique sur l'industrialisation, 1924-1928]. Le travail de Mage contient un chapitre qui explique la différence entre les conceptions de Marx et de Keynes sur la cause fondamentale des récessions économiques. Pendant la récession mondiale de 1974-1975, j'avais écrit un article intitulé « Marx contre Keynes » (*Workers Vanguard* n° 64, 14 mars 1975), qui était en partie théorique et en partie empirique. Et en 1997-1998, *Workers Vanguard* a publié un article en cinq parties sous le titre général « Wall Street et la guerre contre le mouvement syndical ». La troisième partie, « Le New Deal des années 1930 et le réformisme syndical » (*Workers Vanguard* n° 679, 28 novembre 1997) contient une analyse de Keynes, au niveau théorique,

ainsi qu'une analyse empirique des Etats-Unis pendant les années 1930, de la politique réelle du New Deal et des évolutions économiques pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Je voudrais conclure avec quelques aspects de la situation actuelle qui sont très différents des années 1930. Comme je l'ai indiqué tout à l'heure, la situation actuelle est très différente en ce que le volume énorme de la valeur nominale des dettes officiellement contractées et qui ne peuvent pas être remboursées excède de loin, par de grands multiples, les ressources financières des gouvernements capitalistes. La Grande-Bretagne et l'Italie ont déjà rencontré des difficultés pour financer l'augmentation des déficits budgétaires provoquée par leurs différents plans de sauvetage. Le *Financial Times* (1^{er} décembre 2008) citait ainsi Roger Brown, un analyste financier de la banque suisse UBS, qui déclarait :

« Les gouvernements rencontrent déjà des problèmes, ce qui est de mauvais augure si tôt après les recapitalisations [des banques] et les besoins de financement supplémentaires qui ont été annoncés.

« Nous devons nous demander s'il y aura suffisamment d'investisseurs pour acheter les obligations, ou à tout le moins si cela ne va pas faire grimper substantiellement les rendements pour les attirer. »

Donc tous ces plans de sauvetage peuvent au mieux éponger une petite proportion des pertes.

Le deuxième aspect est que les Etats-Unis entrent dans cette grave récession encombrés par une énorme dette, dont la plus grande partie est détenue par les gouvernements et les investisseurs d'Extrême-Orient. Et cela limite de façon assez drastique les possibilités de dépenses qui augmenteraient le déficit. Dans la première annonce qu'il a faite après son élection, Barack Obama a cherché à *refroidir*, et non à encourager, les espoirs que les Etats-Unis retrouveraient bientôt la « prospérité » : « *Je l'ai dit auparavant, et je le répète encore une fois : nous sortir de l'ornière où nous nous trouvons ne sera ni rapide ni facile.* » Ainsi parlait le nouveau chef de l'exécutif du pays capitaliste le plus puissant du monde.

Donc quelle est la solution ? C'est, comme nous le savons, à la fois simple et radical. La classe ouvrière doit arracher le contrôle des ressources productives de la société – les usines, les systèmes de transport, les centrales élec-

triques – des mains des capitalistes, et, en mettant en place une économie planifiée, utiliser ces ressources dans l'intérêt de la classe ouvrière et de la société tout entière. Mais pour faire cela, il faut un parti politique qui représente les intérêts de la classe ouvrière contre la classe capitaliste. Aux Etats-Unis, ce parti devra aussi défendre les droits et les intérêts des minorités noire et latino-américaine opprimées, les droits des immigrés et de toutes les autres couches opprimées de la société. Pour construire ce parti, les travailleurs devront rompre, en particulier, avec le Parti démocrate – c'est-à-dire avec le parti du capitalisme américain le plus libéral, ou du moins celui qui a le discours le plus libéral. Il est aussi nécessaire de chasser la bureaucratie syndicale procapitaliste en place et de la remplacer par une direction qui se battra pour défendre les intérêts des travailleurs et, là encore, de tous les opprimés. Et c'est seulement quand ce sera fait qu'il sera possible d'appliquer un principe de base, le pouvoir aux travailleurs. ■



Margaret Bourke-White

« Le niveau de vie le plus élevé du monde. » Des gens font la queue pour du pain dans le Kentucky (Etats-Unis), pendant la crise, en 1937.

Gaza...

Suite de la page 4

plus de 60 ans, les Palestiniens sont écrasés sous le talon de fer de l'Etat sioniste. Cette oppression s'est intensifiée depuis la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique, en 1991-1992. L'écroulement de l'URSS, qui constituait un contrepoids à l'influence de l'impérialisme américain, a privé l'OLP d'un soutien diplomatique et financier crucial, pavant ainsi la voie aux « accords d'Oslo » signés en 1993 par feu Yasser Arafat sous la houlette du Président américain Bill Clinton. Ces accords ont institué une « Autorité palestinienne », contrôlée par l'OLP, qui joue en fait le rôle de police supplétive de l'Etat sioniste (financée pour une large part par l'Union européenne). Comme nous l'écrivions à l'époque, l'accord d'Oslo n'offrait « même pas l'expression la plus déformée de l'autodétermination. Sous couvert d'accorder l'"autonomie" à la bande de Gaza et à Jéricho, il apposerait le sceau de l'OLP sur l'oppression nationale des masses arabes palestiniennes, opprimées depuis si longtemps » (le Bolchévik n° 125, novembre-décembre 1993). Et nous ajoutions, de manière hélas prémonitoire, qu'en acceptant « ce marché grotesque sur le dos du peuple palestinien assujéti [...], l'OLP permet aux réactionnaires intégristes comme Hamas de se poser comme les seuls à combattre l'occupation sioniste. Le nationalisme arabe petit-bourgeois est apparu comme l'impasse banqueroutière et impuissante qu'il a toujours été. »

En fait de « processus de paix », les accords d'Oslo ont été suivis par l'intensification de la répression dans les territoires occupés et des spoliations de terres palestiniennes en Cisjordanie et à Jérusalem-Est par les colons sionistes – spoliations que l'Etat israélien favorise de toutes les manières possibles, et cherche maintenant à officialiser avec la construction du « mur de sécurité » qui rogne encore un peu plus le territoire censé échoir à un futur « Etat palestinien ». Encerclés par 450 000 colons, les Palestiniens de Cisjordanie sont soumis quotidiennement aux humiliations et au harcèlement des checkpoints de l'armée israélienne qui, avec le réseau des routes « réservées aux Juifs », rendent pratiquement impossible tout déplacement d'une ville à l'autre. **Soldats et colons sionistes, hors de Cisjordanie et de Jérusalem-Est !**

Le mouvement ouvrier doit défendre les jeunes de banlieue !

Dans le monde entier, des centaines de milliers de manifestants sont descendus dans la rue en solidarité avec le peuple palestinien opprimé. Les manifestations ont été massives dans les pays arabes, mais aussi dans plusieurs pays d'Europe qui comptent d'importantes populations issues de l'immigration en provenance de pays arabes et musulmans. En France, les manifestations ont rassemblé des dizaines de milliers de personnes. Ces manifestations ont été marquées par la faible présence de la gauche française, et le boycott ouvert de la part du PS. Pour des organisations comme LO et la LCR, dont les porte-parole ont patiemment construit une « respectabilité » qui leur assure un accès aux plateaux télévisés, se mobiliser massivement dans la rue au côté de jeunes des banlieues, de « barbus » criant « Allah Akbar » et de jeunes filles voilées aurait « fait tache ».

Inversement, les manifestations en France ont été marquées par une mobilisation massive des immigrés d'origine maghrébine et de leurs enfants et petits-enfants venus des banlieues. Il est clair que ces jeunes voient dans la tragédie des Palestiniens un miroir de la terreur policière, de l'oppres-

sion et des discriminations racistes omniprésentes qu'eux-mêmes subissent quotidiennement. Trois ans à peine après la révolte générale des banlieues de l'automne 2005, la bourgeoisie n'a pas caché son inquiétude de voir cette même jeunesse des banlieues descendre massivement dans la rue pour crier sa colère et sa révolte contre l'injustice et l'oppression – même si, en l'occurrence, cette colère n'était pas directement et immédiatement dirigée contre l'Etat bourgeois français.

Fondamentalement, la bourgeoisie française et ses idéologues doutent de la loyauté de la jeunesse issue de l'immigration maghrébine à la « République ». Non sans raison. Les parents de ces jeunes et leurs grands-parents ont subi dans toute son iniquité l'oppression coloniale, quand la « République » les réduisait au statut discriminatoire de « sujets ». Ils ont connu la répression coloniale ordinaire de la police et de l'armée française, et les massacres et exécutions quand éclataient les révoltes – pour se limiter au seul XX^e siècle, de la guerre du Rif à la guerre d'Algérie en passant par le massacre de Sétif, en mai 1945. Pendant la guerre d'Algérie, ils ont subi une répression coloniale sanglante aussi en France « métropolitaine », avec notamment le massacre par la police du général de Gaulle à Paris de centaines de manifestants algériens désarmés le 17 octobre 1961. Et ce que vivent aujourd'hui ces jeunes ne risque évidemment pas de nourrir chez eux un amour exagéré de « la République ».

La bourgeoisie française est particulièrement soupçonneuse envers les enfants et petits-enfants d'immigrés algériens, car elle garde le souvenir cuisant de la **défaite** que lui ont infligée les nationalistes du FLN pendant la guerre d'indépendance. Vous vous souvenez certainement des réactions hystériques quand, il y a quelques années, des enfants d'immigrés, à la fin d'un match de football France-Algérie, avaient envahi (tout à fait pacifiquement) le terrain en brandissant des drapeaux algériens. Ou il y a quelques mois, quand des enfants d'immigrés maghrébains ont eu l'audace de siffler la Marseillaise dans des stades. Donc comme on pouvait s'y attendre, après les manifestations en solidarité avec les Palestiniens massacrés à Gaza, politiciens et journalistes bourgeois ont encore une fois sonné le tocsin, en proclamant la patrie et la république en danger, menacées de destruction par la montée du « communautarisme ».

La lutte des « républicains » contre le soi-disant « communautarisme » des enfants d'immigrés maghrébains est aujourd'hui une couverture idéologique (assez transparente) des campagnes racistes, qui ne sont plus seulement le fonds de commerce politique des fascistes du Front national et de la droite « sécuritaire ». Depuis des années, une partie de la gauche et l'« extrême gauche » réformistes y a joué un rôle actif, en particulier dans la campagne pour l'interdiction du foulard islamique à l'école. Ainsi, en 2003, des militants enseignants de LO et de la LCR se sont activement mobilisés pour exclure d'un lycée d'Aubervilliers deux élèves, Alma et Lila, qui portaient le foulard. LO, à l'époque, avait ouvertement revendiqué ce rôle de fer de lance des exclusions qui ont débouché sur la loi qui les officialisait. La LCR, quant à elle, était divisée. Mais un de ses dirigeants, Pierre-François Grond, a joué un rôle pleinement assumé dans l'exclusion d'Alma et Lila. Nous avons dénoncé ces exclusions pour ce qu'elles étaient, à savoir un acte raciste. Nous écrivions : « Nous défendons Alma, Lila et toutes les filles qui portent le foulard, contre la réaction de l'Etat bourgeois et contre les profs et les autres qui cherchent à les exclure. En même temps, en tant que communistes, nous nous opposons au foulard et au voile qui représentent un programme social réac-

tionnaire pour confiner les femmes dans la famille, dans la maison et dans une position de servitude » (le *Bolchévik* n° 166, décembre 2003).

Pour faire bonne mesure, les propagandistes bourgeois ne manquent pas de dénoncer l'antisémitisme qui serait, selon eux, omniprésent parmi les enfants et petits-enfants d'immigrés maghrébins. C'est le comble du cynisme, quand on connaît un tant soit peu l'histoire sordide de l'antisémitisme de la bourgeoisie française et de son Etat. C'est la bourgeoisie dont les tribunaux, à la fin du XIX^e siècle, ont injustement condamné Alfred Dreyfus au bagne pour trahison. Dreyfus était un officier juif, et la campagne pour sa libération s'est heurtée à une formidable mobilisation antisémite derrière l'Eglise catholique et l'état-major de l'armée. C'est la bourgeoisie dont le régime de Vichy a promulgué dès 1940 un « statut des Juifs » encore plus discriminatoire que la législation hitlérienne, et dont les policiers et gendarmes ont raflé en masse les Juifs pour les expédier dans les camps d'extermination nazis où 75 000 hommes, femmes et enfants ont péri (l'Etat français, en 1942, avait même insisté pour déporter les enfants juifs dont les nazis, initialement, ne voulaient pas).

La campagne contre les jeunes d'origine africaine et notamment maghrébine surgit à un moment où ils sont frappés de plein fouet par la récession. La discrimination raciste les place en effet dans les couches les plus opprimées du prolétariat, comme intérimaires ou en CDD, derniers embauchés et premiers licenciés. La campagne « anti-antisémite » vise à les empêcher de devenir l'étincelle de la révolte contre l'aggravation brutale des conditions de vie du prolétariat. Et c'est pourquoi, plus que jamais, pour préserver sa propre intégrité, le mouvement ouvrier doit défendre les jeunes des banlieues.

Ceci dit, l'antisémitisme, qui est très présent aujourd'hui dans le monde arabe, existe bel et bien aussi parmi les enfants et petits-enfants d'immigrés. C'est, pour tous les opprimés, un poison idéologique particulièrement sournois. A la fin du XIX^e siècle, le marxiste allemand August Bebel avait proclamé que l'antisémitisme était « le socialisme des imbéciles », parce qu'il était utilisé par la grande bourgeoisie et les démagogues populistes à sa solde pour détourner les masses de la lutte révolutionnaire.

Un de ses masques idéologiques contemporains les plus répugnants est la négation de l'Holocauste, l'utilisation par les nazis de techniques industrielles capitalistes pour exterminer systématiquement et consciemment le peuple juif tout entier. L'Holocauste est une des plus grandes abominations de l'histoire de l'humanité, et représente l'expression ultime de la barbarie de l'impérialisme capitaliste en putréfaction. Ce n'est pas par hasard que le négationnisme prospère dans les cloaques réactionnaires les plus pestilentiels. Vous avez sûrement entendu parler de cet archevêque anglais intégriste, Richard Williamson, que le pape Ratzinger vient de réintégrer dans le giron de l'Eglise catholique et qui dans plusieurs interviews récentes a nié l'existence des chambres à gaz et de l'Holocauste.

La réticence de la gauche social-démocrate française à manifester au côté de partisans ou de sympathisants du Hamas tient aussi pour partie à ce qu'elle a historiquement considéré l'OLP et le Fatah comme les incarnations historiques de la « résistance » palestinienne. Pour le Mouvement des indigènes de la république (MIR), c'est désormais au contraire le Hamas qui aurait repris des mains corrompues de l'OLP le flambeau de la « résistance ». Le MIR affirme ainsi, dans une déclaration publiée le 28 janvier, que le Hamas serait désormais « l'épine dorsale de la résistance », « la

direction démocratiquement élue des Palestiniens », et qu'il « n'a pas renoncé à la libération de la Palestine et à la résistance » (site internet du MIR). En réalité, les groupes fondamentalistes comme le Hamas ou le Djihad islamique sont des fanatiques religieux antisémites et antichrétiens, qui veulent réduire les femmes à l'esclavage et extirper toute manifestation de progrès social. Le Hamas est issu de l'organisation des Frères musulmans, qui s'est fortement développée en Egypte à la fin des années 1940. Derrière le mot d'ordre « communisme = athéisme = libération des femmes », les Frères musulmans avaient lancé une campagne de terreur contre les communistes et les autres forces laïques. Le Hamas prêche la ségrégation sociale des femmes, le port du *hidjeb* et l'instauration de la charia, la loi islamique anti-femmes.

Le sionisme, l'impérialisme et la réaction islamique

Loin d'incarner une tradition historique de « résistance », le Hamas a été au début soutenu par Israël, qui voulait ainsi créer un contrepoids aux nationalistes laïques de l'OLP. En 1978, le gouvernement de droite dirigé par Menachem Begin avait autorisé l'« Association islamique » du cheikh Ahmed Yassine, un groupe paravent des Frères musulmans égyptiens. En tant qu'organisation caritative officiellement reconnue, cette association recevait des financements israéliens. Les islamistes attaquaient alors les militants laïques et communistes, mais ne menaient aucune lutte politique ou militaire contre Israël. Mais avec le début de la première intifada, en 1987, les islamistes ont réalisé que s'ils restaient à l'écart de la lutte, ils perdraient tout soutien. Le Hamas a été fondé au printemps 1988 comme un mouvement politique doté d'une branche armée. Son objectif était de fusionner la lutte nationale, qui était auparavant un mouvement laïc avec une composante de gauche, avec le fondamentalisme islamique. C'est seulement à l'automne 1989, après que le Hamas avait tué deux de ses soldats, qu'Israël a rompu ses relations avec ce groupe.

Vers la même époque, à la fin des années 1970, l'Union soviétique était intervenue militairement en Afghanistan pour soutenir un régime nationaliste bourgeois confronté à une révolte armée des mollahs et des chefs tribaux. Cette insurrection réactionnaire avait éclaté notamment parce que le gouvernement avait voulu rendre obligatoire l'enseignement élémentaire pour les filles et *encadrer* la pratique arriérée de l'achat des femmes en fixant des limites de prix. Les impérialistes, menés par les Etats-Unis, ont alors saisi l'occasion de mener une guerre par procuration contre l'URSS, et se sont mis à financer et à armer massivement cette chouannerie islamique. Avec l'aide du Pakistan, allié de longue date des Etats-Unis, la CIA a ainsi monté la plus gigantesque opération « clandestine » de son histoire (vu son ampleur, sa « clandestinité » est vite devenue très relative).

Dans cette guerre, les forces du régime modernisateur de Kaboul et les troupes soviétiques représentaient clairement le camp du progrès social face à l'arriération sociale et religieuse la plus révoltante. Nous, trotskystes, disions « *Salut à l'Armée rouge ! Etendez les acquis d'Octobre aux peuples afghans !* » Car la victoire de l'Armée rouge et de ses alliés afghans aurait ouvert la perspective de l'extension aux peuples afghans des acquis sociaux et économiques de la révolution d'Octobre, dont bénéficiaient alors les peuples de l'Asie centrale soviétique. L'intervention militaire décidée par le Kremlin était également une mesure de défense parfaitement justifiée de l'Etat ouvrier soviétique, et donc des acquis

prolétaires de la révolution d'Octobre que celui-ci incarnait. En même temps, cette intervention allait à l'encontre de la politique générale de la bureaucratie stalinienne de conciliation avec l'impérialisme, la « coexistence pacifique ».

Cela aurait dû être évident pour tous les défenseurs du progrès social. Mais le soutien des impérialistes aux islamistes afghans s'accompagnait, en France et dans les autres métropoles impérialistes, d'une campagne anticommuniste d'une violence inouïe pour dénoncer le prétendu « impérialisme » soviétique et soutenir les coupe-jarrets de la CIA, présentés comme d'héroïques « résistants » à la tyrannie et à l'oppression. Et l'« extrême gauche » soi-disant révolutionnaire et « anti-impérialiste » a hurlé avec les loups anticommunistes. En France, LO s'était même tristement distinguée en comparant l'intervention militaire soviétique avec la sale guerre américaine au Vietnam !

En 1989, Gorbatchev a retiré l'Armée rouge d'Afghanistan – une trahison que nous avons dénoncée et qui a pavé la voie à la destruction contre-révolutionnaire de l'URSS deux ans seulement plus tard.

Une perspective marxiste pour le Proche-Orient

Nous sommes une organisation marxiste. Nous abordons toutes les questions sociales, politiques ou historiques, à partir de l'antagonisme inconciliable entre les deux classes fondamentales de la société moderne (capitaliste), la bourgeoisie et le prolétariat. Nous savons que la classe ouvrière est la seule force sociale capable d'arracher le pouvoir des mains de la bourgeoisie et de créer une société socialiste enfin débarrassée de toute forme d'exploitation et d'oppression, y compris nationale. Dans des situations dominées par des affrontements et des antagonismes nationalistes, nous luttons par conséquent pour faire prévaloir un réaligement des forces sur la base de l'antagonisme de classe – l'unité des prolétaires de tous les pays contre leurs exploiters capitalistes.

C'est particulièrement vital dans le cas spécifique du conflit israélo-palestinien, qui oppose deux peuples inter-pénétrés, autrement dit deux peuples qui revendiquent un même territoire. Sous le capitalisme, l'exercice par l'un des deux peuples de son droit à l'autodétermination nationale – c'est-à-dire à constituer son propre Etat indépendant – ne peut se faire qu'en déniaut ce droit à l'autre peuple. Donc, tant que prédominera le capitalisme, l'oppression du peuple le plus faible – en l'occurrence, les Palestiniens – se perpétuera.

L'émancipation nationale des Palestiniens nécessitera par conséquent des révolutions prolétariennes pour briser de l'intérieur l'Etat-garnison sioniste, mais aussi pour balayer le royaume hachémite de Jordanie, la dictature policière du Baas syrien et le système confessionnel du Liban – trois pays arabes qui abritent tous d'importantes populations palestiniennes. Les régimes bourgeois arabes ont toujours été des adversaires de la lutte de libération nationale palestinienne.

La solidarité des masses arabes avec le peuple palestinien opprimé doit être dirigée vers des révolutions prolétariennes qui renverseront les régimes bourgeois arabes, qui tous autant qu'ils sont – que ce soient des nationalistes bourgeois comme en Egypte, en Syrie ou en Libye ou des monarchies islamiques traditionalistes comme en Arabie saoudite – sont fon-



Meni Berman

Rassemblement à Tel Aviv le 3 janvier contre l'offensive à Gaza

damentalement les agents politiques de l'impérialisme. Sinon, l'hostilité intense et justifiée à l'encontre d'Israël et de ses protecteurs impérialistes servira à renforcer un peu plus les forces du fondamentalisme islamiste, qui se présente aujourd'hui comme la seule opposition « radicale » à des régimes arabes pro-occidentaux. Nous nous tournons au contraire vers les prolétariats de la région, et notamment l'Egypte, qui a été secouée ces dernières années par une vague de grèves et de luttes ouvrières. *Pour une fédération socialiste du Proche-Orient !*

Cette perspective prolétarienne inclut celle d'une révolution socialiste en Israël même, le pays le plus puissant et le plus avancé, militairement et économiquement, de toute la région. Cela implique de reconnaître le droit du peuple de langue hébraïque à l'autodétermination nationale. De son côté, le prolétariat de langue hébraïque ne pourra pas briser l'unité nationale avec sa bourgeoisie s'il ne prend pas fait et cause pour les droits nationaux du peuple palestinien. Nous ne nous faisons aucune illusion : arracher le prolétariat de langue hébraïque à l'emprise du chauvinisme sioniste et le gagner à une perspective prolétarienne et internationaliste ne sera pas chose facile. Il est plus que probable qu'il faudra pour cela des révolutions prolétariennes victorieuses dans l'un ou l'autre des pays de la région.

Quand nous avançons cette perspective prolétarienne, on nous répond souvent que c'est totalement utopique, et qu'en attendant il faut bien essayer de trouver des « solutions » qui seraient peut-être moins satisfaisantes mais plus « réalistes ». Pour réfuter cet argument, je voudrais vous inviter à prendre un peu de recul historique et à vous projeter 40 ans en arrière, au lendemain de la guerre de 1967. A cette époque, non seulement parmi les Palestiniens mais aussi dans la gauche « anti-impérialiste » du monde entier, ce qui apparaissait comme « réaliste », c'était la perspective incarnée par l'OLP de Yasser Arafat : la libération de la Palestine par la « lutte armée ». L'objectif proclamé de cette « lutte de libération nationale » n'était rien moins que la destruction de l'« Etat colon » sioniste, après quoi la population juive devrait choisir entre l'intégration forcée à la future « Palestine laïque et démocratique » et l'exil vers où ne savait trop où. En réalité, Arafat et Cie savaient bien que les Palestiniens n'avaient jamais eu et n'auraient jamais ni le poids social ni la force militaire pour faire rendre gorge au Goliath sioniste, avec la

première armée du Proche-Orient et le soutien des Etats-Unis. Leur véritable perspective était de faire pression sur les régimes bourgeois arabes pour les pousser à lutter contre Israël.

Ensuite, toujours au nom du « réalisme », l'OLP a progressivement révisé à la baisse ses objectifs. Alors qu'en 1971 encore elle proclamait son opposition à « l'établissement d'un Etat palestinien sur une partie seulement de la patrie palestinienne », trois ans plus tard l'OLP acceptait un « mini-Etat » en Cisjordanie, présenté comme une étape vers une « Palestine laïque et démocratique ». En 1988, elle abandonnait formellement cet objectif et acceptait l'existence de l'Etat d'Israël. Ensuite, il y a eu Oslo. Et aujourd'hui, la seule solution « réaliste » qui reste à l'OLP, c'est de supplier les impérialistes de convaincre leur allié israélien de lâcher quelques « concessions » pour restaurer un semblant de crédibilité à l'« Autorité palestinienne ».

Dans le cadre « réaliste » du capitalisme, il n'existe aucune manière équitable de satisfaire les aspirations nationales légitimes du peuple palestinien – y compris le « droit au retour », c'est-à-dire le droit de tous les réfugiés chassés de leur terre depuis la guerre de 1948 et de leurs descendants à rentrer dans leur patrie. Comme je l'ai dit, le conflit israélo-palestinien oppose deux peuples interpénétrés dont chacun revendique le même territoire. Ce n'est pas un cas unique – on peut citer notamment l'Irlande du Nord ou une grande partie des Balkans.

La question nationale dans le minuscule territoire que se disputent depuis plus de 60 ans Israéliens et Palestiniens est très complexe. Elle a suscité, dès l'époque de la création de l'Etat sioniste, beaucoup d'interrogations et de débats dans le mouvement trotskyste. Notre tendance internationale, issue d'une fraction qui s'est battue pour maintenir le programme trotskyste dans le Socialist Workers Party (SWP) américain au début des années 1960, a poursuivi ce travail de réflexion historique et politique. Je vais essayer de présenter brièvement les principaux éléments qui fondent notre compréhension de cette question. Mais je vous renvoie pour plus de détails à l'article « Une perspective marxiste sur le Proche-Orient » (*le Bolchévick* n° 162, hiver 2002-2003, inclus dans notre collection sur le Proche-Orient), et pour ceux qui lisent l'anglais, l'article en deux parties « La naissance de l'Etat sioniste » (*Workers Vanguard* n° 33, 23 novembre 1973, et n° 45, 24 mai 1974).

Naissance de l'Etat sioniste

Les Juifs qui vivaient en Europe, dans le monde arabe ou ailleurs avant la création de l'Etat d'Israël (y compris les quelque 60 000 Juifs qui vivaient en Palestine à la fin de la Première Guerre mondiale) n'étaient pas une nation. En Europe, dans les sociétés féodales précapitalistes, les Juifs constituaient une caste religieuse, confinée par une discrimination rigide à des rôles sociaux particuliers (prêteurs d'argent et certaines activités artisanales). Avec le développement du capitalisme, les Juifs d'Europe ont été en partie assimilés. Mais en Europe de l'Est, à la fin du XIX^e siècle, d'importantes communautés juives, avec la décomposition accélérée des sociétés féodales, se sont retrouvées confrontées à l'hostilité de la petite bourgeoisie et des paysans frappés par les crises économiques et le chômage massif. Ceci s'est traduit par des flambées de persécutions (dans l'empire tsariste, on appelait cela des pogromes), et a créé une vague



www.shaml.org

Le camp de réfugiés de Nahr Al-Barid au Liban en 1952. La guerre de 1948 provoqua l'exode de 800 000 Palestiniens.

de réfugiés qui ont fui vers l'Europe de l'Ouest et l'Amérique. Cet afflux de réfugiés a provoqué à son tour des flambées d'antisémitisme, notamment en France autour de l'affaire Dreyfus, voire même de véritables pogromes (par exemple en Algérie). En Allemagne, il y a eu bien sûr l'ultime pogrome, l'Holocauste.

Avant l'arrivée au pouvoir d'Hitler et l'écrasement du puissant mouvement ouvrier allemand en 1933, le sionisme, le mouvement politique qui prônait la création d'un « foyer national juif » en Palestine, n'était qu'une secte d'intellectuels petits-bourgeois sans beaucoup d'influence parmi les Juifs. Dans les ghettos d'Europe de l'Est, les Juifs actifs politiquement étaient influencés soit par le communisme, soit par le Bund, une organisation social-démocrate proche des menchéviks russes. Les persécutions nazies, conjuguées au refus des pays impérialistes « démocratiques », comme la France, la Grande-Bretagne ou les Etats-Unis, d'ouvrir leur porte d'abord aux réfugiés juifs désespérés, ensuite aux Juifs qui avaient survécu aux usines à exterminer, ont provoqué des vagues massives d'émigration juive vers la Palestine, et transformé le sionisme en un mouvement de masse.

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, les communautés juives sionistes de Palestine étaient déjà une entité nationale distincte. On peut dater assez précisément le moment où cette transformation s'est accomplie : à la suite de la défaite de la grève générale et du soulèvement des Arabes de Palestine, en 1936-1939. Cette révolte contre la puissance coloniale britannique avait trois objectifs principaux : la fin de l'immigration juive et des ventes de terres aux sionistes, et le droit pour les Arabes de Palestine à se gouverner eux-mêmes. La grève et la révolte furent brisées par les Britanniques, avec le soutien actif des sionistes qui en profitèrent pour renforcer leurs implantations et leur milice (la Haganah, ancêtre de l'armée israélienne). Cet épisode entérina aussi la division idéologique et physique du prolétariat de Palestine entre travailleurs juifs et arabes. Après 1939, les Juifs de Palestine avaient créé une économie autonome, pour l'essentielle indépendante des communautés arabes. Cette séparation des deux communautés avait jeté les bases du développement de l'économie juive pendant la Deuxième Guerre mondiale, quand l'isolement de la Palestine obligea à développer de toutes pièces des industries entières. En 1947, au moment du vote par l'ONU du plan de partition de la Palestine en deux entités arabe et juive (avec le soutien de l'URSS de Staline, qui voyait là un moyen d'affaiblir l'impérialisme britannique

au Proche-Orient), il y avait en Palestine environ 600 000 Juifs et 1,2 million d'Arabes.

À l'époque de la partition, les Juifs ne possédaient que 6 % des terres en Palestine. Le plan de l'ONU leur accordait 55 % du territoire. La guerre de 1948 allait permettre aux sionistes de consolider leur nouvel Etat en procédant à l'expulsion en masse de la population arabe fuyant la terreur de l'armée et des milices sionistes, une tragédie que les Palestiniens appellent sobrement « la catastrophe » (*naqba* en arabe). C'est là une différence majeure avec une situation coloniale classique. Contrairement, par exemple, aux colons français en Algérie, les sionistes n'ont en règle générale pas cherché à exploiter la main-d'œuvre palestinienne, mais au contraire à **chasser** les Palestiniens.

Je n'ai pas le temps d'entrer dans les détails tragiques de la guerre de 1948. Je voudrais juste mentionner le rôle des régimes arabes, qui étaient entrés en guerre contre la Haganah, non pas pour « libérer » les Palestiniens, mais pour s'emparer des terres qui **leur** avaient été promises par le plan de partition de l'ONU. À l'issue de cette guerre, et jusqu'en 1967, l'Égypte contrôlait la bande de Gaza, la monarchie hachémite du roi Abdallah, la Cisjordanie et Jérusalem-Est. En fait de « solidarité arabe », des dizaines de milliers de réfugiés palestiniens se sont retrouvés parqués dans des camps de réfugiés sordides en Jordanie, au Liban ou à Gaza. Et on se souvient du « Septembre noir » de 1970, quand la monarchie jordanienne a massacré 10 000 Palestiniens dans ces mêmes camps.

Les colonies de peuplement juives de Palestine sont ainsi devenues une nouvelle nation, avec son territoire, son économie, sa langue – une langue nouvelle, l'hébreu, créée à partir de ce qui n'était auparavant plus qu'une langue liturgique morte, alors que la majorité des Juifs d'Europe de l'Est parlaient le yiddish, et les Juifs orientaux l'arabe ou le ladino dérivé de l'espagnol médiéval. Il est capital de bien faire la différence entre trois réalités différentes : cette nouvelle nation de langue hébraïque, l'Etat sioniste, et le peuple juif qui existe depuis des siècles tout à fait indépendamment de l'Etat d'Israël et du sionisme. La nation de langue hébraïque est née de la violence et de l'injustice faites à un autre peuple, le peuple arabe palestinien. Mais son existence est désormais un fait accompli. Elle a donc le droit d'exister en tant que nation, c'est-à-dire le droit à l'autodétermination nationale.

Pour la révolution prolétarienne arabe/hébraïque en Palestine ! Pour la révolution permanente !

Bien rares sont les nations qui ne doivent pas leur existence à la guerre, au génocide ou à la spoliation d'autres peuples. Nous ne croyons pas au principe réactionnaire de la culpabilité collective, qui rend les enfants et petits-enfants des génocidaires responsables des crimes de leurs ancêtres. En plus, nous savons que l'idéologie bourgeoise qu'est le nationalisme, y compris celui des peuples opprimés, porte en elle une logique d'exclusion et, au bout du compte, de génocide. Cela peut surprendre aujourd'hui, mais au début du XX^e siècle le sionisme suscitait la sympathie sincère de beaucoup d'intellectuels progressistes, justement parce que le sionisme se présentait alors comme l'expression des aspirations nationales d'un peuple victime depuis des siècles d'une oppression particulièrement cruelle. On peut légitimement être choqué de voir des victimes du génocide nazi et leurs descendants se transformer en bourreaux du peuple arabe palestinien, avec une mentalité de « race des seigneurs » pour qui la vie d'un

Arabe ne vaut pas le centième de celle d'un Juif. Il n'y a malheureusement là rien de surprenant. L'histoire fourmille, sur tous les continents et à toutes les époques, d'exemples de peuples opprimés qui sont devenus un jour à leur tour des peuples oppresseurs.

Ce qui est par contre scandaleux, c'est de voir de prétendus marxistes s'enthousiasmer pour le nationalisme des peuples opprimés au point de le présenter comme 100 % progressiste, y compris dans sa négation irrédentiste des droits nationaux des peuples « oppresseurs ». Dans les années 1960 et 1970, le courant pabliste, représenté en France par la LCR d'Alain Krivine, s'était fait une spécialité de ce genre de capitulation politique devant les mouvements nationalistes bourgeois et petit-bourgeois du « tiers-monde ». Dans les années 1960, les pablistes avaient inventé le concept de la « révolution arabe » : il ne s'agissait en fait pas d'une révolution au sens habituel du terme, mais plutôt d'un « processus » censé réunir et entraîner dans une même « dynamique de lutte anti-impérialiste » les différentes classes sociales d'un conglomérat hétéroclite de pays constituant la « nation arabe ». Et le fer de lance de cette « révolution arabe » était le mouvement nationaliste palestinien regroupé sous l'étendard de l'OLP.

La capitulation politique de la LCR, et avec elle d'une bonne partie de la gauche, devant l'OLP s'exprimait aussi dans le fait qu'ils ne faisaient aucune différence entre les actions militaires légitimes menées par les nationalistes palestiniens contre l'armée et les forces de répression sionistes (des actions que nous, marxistes, défendons) et les attentats criminels visant de façon indiscriminée des civils israéliens. On retrouve un écho très atténué de cette attitude dans les déclarations récentes de Michel Warschawski, figure historique du courant pabliste en Israël, qui qualifiait récemment les tirs de roquettes du Hamas contre des villes israéliennes d'« *actes de résistance légitimes à une occupation que dénonce le droit international* » (*Rouge*, 8 janvier).

Les tirs de roquettes sur les villes israéliennes, et les autres actes de terrorisme indiscriminé visant des civils, sont pour nous d'autant plus indéfendables qu'ils contribuent à souder encore davantage la population de langue hébraïque à la classe dirigeante sioniste. Ils retardent ainsi la prise de conscience que l'Etat-garnison sioniste n'est pas seulement une catastrophe pour les Palestiniens, mais aussi un piège mortel pour les Juifs. Aussi longtemps que l'oppression des Palestiniens se perpétue, les Juifs d'Israël continueront à être la cible de la haine de plus de 100 millions d'Arabes qui les entourent. C'est seulement la classe ouvrière d'Israël – Juifs et Arabes – qui a la capacité de détruire de l'intérieur la citadelle sioniste. La société israélienne n'est pas une masse uniformément réactionnaire. C'est une société de classe avec un prolétariat de langue hébraïque. Un quart des citoyens israéliens vivent sous le seuil de pauvreté, et les inégalités de revenu sont plus fortes qu'en Égypte ou en Jordanie. Les Juifs séfardes, qui constituent actuellement la base politique des partis de droite et religieux, subissent discrimination et pauvreté. Les Arabes palestiniens, officiellement « citoyens » et qui constituent 20 % de la population d'Israël, sont relégués à des emplois sous-payés et à des quartiers ségrégués.

C'est donc la fausse conscience de la religion et du nationalisme sioniste qui réussissent à souder le prolétariat de langue hébraïque à son ennemi de classe, la bourgeoisie israélienne. Et malgré l'hystérie anti-arabe actuelle, des craquements apparaissent dans « l'unité nationale ». Dès le 3 janvier, des manifestations contre la guerre ont eu lieu dans

plusieurs villes, et celle de Tel-Aviv a rassemblé 10 000 personnes. La tâche d'un groupe de propagande marxiste, en Israël, serait d'exploiter ces ouvertures pour commencer à gagner les éléments les plus avancés de la classe ouvrière, Juifs, Arabes ou membres des autres communautés minoritaires, à notre perspective prolétarienne et internationaliste.

Je voudrais pour terminer replacer notre programme pour le Proche-Orient dans un contexte plus large, celui de la théorie de la révolution permanente de Trotsky. Nous voulons forger des partis révolutionnaires marxistes, des partis authentiquement communistes, pour unir le prolétariat de toute la région – Arabes, Perses, Kurdes, Druzes, Hébreux, sunnites, chiites, musulmans, chrétiens – dans une lutte commune contre l'impérialisme, contre les sionistes, les mollahs,

les colonels, les cheikhs et tous les autres régimes capitalistes. Notre perspective, comme je l'ai dit, est celle d'une fédération socialiste du Proche-Orient. Mais la conquête du pouvoir par le prolétariat au Proche-Orient ne signifiera pas l'achèvement de la révolution socialiste. Elle ne sera que le début du changement du cours du développement social. Ce changement ne pourra être consolidé que par l'extension internationale de la révolution, notamment aux centres névralgiques les plus industrialisés et les plus développés du système impérialiste. Cette tâche est la responsabilité des révolutionnaires qui sont amenés à lutter, en France comme dans les autres métropoles impérialistes, pour construire d'authentiques partis révolutionnaires prolétariens, sections d'une Quatrième Internationale reforcée. ■

Bain de sang sioniste à Gaza

Défense du peuple palestinien ! Israël, hors des territoires occupés ! Pour une fédération socialiste du Proche-Orient !

Nous reproduisons ci-dessous un tract de la LTF du 1^{er} janvier. La traduction en arabe de ce tract figure en page 32.

* * *

« Que l'on sache que cela se passe au XXI^e siècle alors que le monde entier regarde mais reste silencieux. Je me demande ce que vaut le sang palestinien », disait un habitant de Gaza (english.aljazeera.net, 28 décembre). Quatre cents

Palestiniens ont été massacrés depuis qu'Israël a commencé ses bombardements dans la bande de Gaza il y a cinq jours, avec 1 800 blessés. Les frappes aériennes de samedi, le premier jour de l'opération, ont provoqué le plus grand nombre de morts à Gaza depuis qu'Israël l'avait occupée, ainsi que la Cisjordanie, lors de la guerre israélo-arabe de 1967 ; plus de **cent tonnes** de bombes ont été larguées sur l'un des endroits les plus densément peuplés de la terre. Les troupes et les chars israéliens encerclent Gaza en préparation d'une possible invasion, le ministre de la défense Ehud Barak, du totalement bourgeois Parti travailliste, ayant déclaré une « **guerre sans merci** ». Nous sommes pour la **défense militaire du Hamas contre Israël**, sans donner le moindre soutien politique à cette organisation fondamentaliste réactionnaire.

La bande de Gaza, peuplée d'un million et demi de Palestiniens, n'est guère plus qu'un camp de concentration – entouré par une barrière électrifiée, une frontière fermée avec l'Égypte et la Méditerranée – à la merci d'une bourgeoisie sioniste génocidaire. La bande de Gaza est victime d'un embargo américano-européano-israélien depuis que le Hamas y a pris le pouvoir en 2007. Elle est en grande partie aujourd'hui réduite à un tas de ruines et de vies brisées. Les hôpitaux, qui manquent cruellement d'équipements et de médicaments, sont débordés par le nombre de blessés. Même le *New York Times*, un journal pro-sioniste, a trouvé que les bombardements aériens initiaux, qui ont eu lieu alors que les femmes se rassemblaient sur les marchés et que les enfants sortaient des écoles, avaient un « **caractère choquant** ».

Les attaques israéliennes visaient notamment les bâtiments gouvernementaux et autres installations occupées par le Hamas, que les sionistes et les impérialistes traitent depuis



La LTF dans la manifestation du 3 janvier à Paris

longtemps de « terroristes ». Pour préparer ces attaques, Israël a lancé une campagne de désinformation, annonçant qu'il allait ouvrir les passages aux frontières et reporter les frappes aériennes dont il avait agité la menace. Le Hamas, qui avait évacué son personnel des bâtiments officiels, y a ensuite, d'après un haut fonctionnaire israélien, « renvoyé ses gens quand ils ont entendu que tout était suspendu » (*Ha'aretz* online, 28 décembre). Des dizaines d'entre eux sont morts dans le bombardement.

Pendant ce temps, en Cisjordanie, la population palestinienne est enfermée derrière un mur d'apartheid et soumise à une occupation militaire meurtrière. Un jeune Palestinien qui manifestait près de Ramallah contre les frappes aériennes à Gaza a été tué par balles par les forces israéliennes. **Toutes les troupes israéliennes et les colons, hors des territoires occupés !**

Le massacre israélien avait été préparé de sang froid depuis des mois. *Ha'aretz* online (28 décembre) rapporte que Barak « avait donné l'instruction aux Forces de défense israéliennes de préparer l'opération il y a plus de six mois, alors même qu'Israël commençait à négocier un accord de cessez-le-feu avec le Hamas [...] ». Barak avait donné l'ordre de mener une campagne de renseignement exhaustive pour dresser une carte de l'infrastructure sécuritaire du Hamas. » Israël a dans les faits mis fin au « cessez-le-feu » instable avec le Hamas, la nuit de l'élection présidentielle américaine, en lançant des attaques sur la bande de Gaza qui ont tué plusieurs militants du Hamas. Les attaques au mortier et à la roquette qui ont suivi depuis la bande de Gaza contre des villes israéliennes avoisinantes (des attaques dans une grande mesure inefficaces) ont ensuite servi de prétexte à l'assaut massif.

Dans tout le Proche-Orient des manifestations rassemblant des dizaines de milliers de personnes ont éclaté, dénonçant non seulement le massacre sioniste mais aussi condamnant les régimes arabes pro-américains, notamment le régime égyptien. La veille de l'assaut, la ministre israélienne des Affaires étrangères Tzipi Livni avait dévoilé au président égyptien Hosni Moubarak les plans israéliens. Moubarak s'est dépêché d'envoyer en urgence des centaines d'agents supplémentaires pour aider à garder le mur frontalier qui sépare la bande de Gaza de l'Égypte. Des gardes égyptiens ont ouvert le feu alors que des Palestiniens paniqués se précipitaient à la frontière en fuyant les bombardements israéliens.

D'après *Al Jazeera* (30 décembre), « Moubarak a annoncé à la télévision égyptienne [...] que le passage de Rafah ne sera pas entièrement rouvert jusqu'à ce que Mahmoud Abbas, le président palestinien, recouvre son autorité sur le territoire ». Pour sa part, Abbas, le président de l'Autorité palestinienne, tout en condamnant les attaques israéliennes, a fait porter le chapeau au Hamas pour l'attaque israélienne, et l'a sommé d'« arrêter le bain de sang ».

Cet appel est à mettre en parallèle avec celui de l'administration Bush, qui comme on pouvait le prévoir a annoncé qu'elle « tient le Hamas pour responsable ». Pendant ce temps, le président élu Barack Obama a insisté pendant sa campagne électorale qu'il soutenait les attaques israéliennes contre le Hamas ; il a ainsi déclaré : « Si quelqu'un jette des pierres dans ma maison où dorment mes deux filles la nuit, je vais faire tout ce qui est en mon pouvoir pour arrêter cela. Et je m'attendrais à ce que les Israéliens fassent la même chose. »

Quant aux impérialistes français et européens, ils ont de même dénoncé les « provocations »... du Hamas (*le Figaro*, 30 décembre). En réponse aux préparatifs militaires israéliens l'Union européenne, présidée par Nicolas Sarkozy, avait décidé à la mi-décembre d'« intensifier » ses relations politiques avec Israël. Dès aujourd'hui Sarkozy reçoit la ministre des Affaires étrangères israélienne Tzipi Livni, et il compte aller sur place dès lundi pour y défendre les intérêts de l'impérialisme français.

Il peut compter sur le soutien des sociaux-démocrates français, qui du PCF à la LCR ont signé un appel à la manifestation du 30 décembre qui exige « l'arrêt du massacre, la levée immédiate et totale du blocus de Gaza, la suspension de tout accord d'association entre l'UE et Israël, des sanctions immédiates contre l'État israélien, la protection de la population de Gaza et de tout le peuple palestinien » (*L'Humanité*, 30 décembre). Jacky Hémin, député européen du PCF, a explicité cela dans une lettre à Sarkozy, publiée dans le même journal, exigeant « que des forces d'interpositions [sic] européennes s'installent entre les belligérants ».

Ces réformistes répandent ainsi le mensonge que l'Union européenne, surtout quand elle est présidée par leur propre bourgeoisie française et qu'elle agit indépendamment des impérialistes américains, pourrait faire quelque chose d'utile au peuple palestinien. On a vu il y a deux ans comment l'impérialisme français avait, avec le soutien du PCF, envoyé des troupes dans le sud du Liban, suite à l'échec militaire israélien, pour dissuader toute nouvelle opération militaire du Hezbollah contre l'État sioniste. Israël a maintenant ainsi les mains libres à Gaza. L'impérialisme français raciste, qui a mené entre autres la Guerre d'Algérie et les bombardements de Damas en 1926 ou en 1943, est couvert de sang arabe, et du sang des opprimés de par le monde. **Troupes françaises, hors du Liban et du Proche-Orient, hors d'Afghanistan ! A bas l'impérialisme français ! A bas la forteresse raciste de l'Union européenne !**

Et en France la ministre des flics Alliot-Marie a préparé les esprits avec sa grotesque opération médiatique en « découvrant » des bâtons de dynamite dans un grand magasin parisien, œuvre d'un soi-disant groupe terroriste islamiste, puis en mobilisant une gigantesque armée de 35 000 flics le soir du réveillon du Nouvel An pour prévenir toute explosion de colère des jeunes des banlieues. Nous disons : **A bas la chasse aux sorcières « anti-terroriste » ! A bas Vigipirate ! Le mouvement ouvrier doit défendre les jeunes des banlieues !**

Le peuple arabe palestinien et le peuple de langue hébraïque revendiquent en Israël/Palestine la même terre

Pour contacter la Ligue trotskyste :

Adresse : Le Bolchévik
BP 135 -10
75463 Paris Cedex 10

Paris Tél : 01 42 08 01 49
Rouen Tél : 02 35 73 74 47

e-mail : lftparis@hotmail.fr

Trotskyist League / Ligue trotskyste du Canada

Box 7198, Station A
Toronto ON M5W 1X8

tél. : (416) 593-4138 . e-mail : spartcan@on.aibn.com

exiguë. Sous le capitalisme, l'exercice par l'un de ces peuples du droit à l'autodétermination nationale ne peut se faire qu'aux dépens de l'autre. L'émancipation nationale des Palestiniens – y compris le droit au retour de tous les réfugiés et de leurs descendants – implique nécessairement des révolutions ouvrières pour détruire de l'intérieur l'Etat sioniste et pour balayer le royaume hachémite de Jordanie, les bonapartistes baassistes syriens et les dirigeants capitalistes du Liban, des pays qui tous comprennent des populations palestiniennes significatives. Nous nous tournons plus largement vers le prolétariat de la région, comme en Egypte qui a été toutes ces dernières années un foyer de grèves ouvrières et de protestations. **Pour une fédération socialiste du Proche-Orient !**

La société israélienne n'est pas une masse réactionnaire

الامبريالية الفرنسية العنصرية، والتي قادت، من بين أمور أخرى، الحرب الجزائرية وقصف دمشق الجوي في عام ١٩٢٦ و عام ١٩٤٣، ملطخة بالدم العربي ودماء المضطهدين في بقاع شتى من العالم. لتخرج القوات الفرنسية من لبنان والشرق الأوسط ومن أفغانستان ! فلتسقط الامبريالية الفرنسية ! فلتسقط تلك القلعة العنصرية التي هي الاتحاد الأوروبي !

وفي في فرنسا هيأت وزيرة البوليس أليو ماري المسرح باعلانها في وسائل الاعلام وبشكل بشع عن « اكتشاف » بعض اصابع ديناميت في أحد المتاجر الباريسية كعمل لما يسمى بجماعة اراهبية اسلامية والحشد الهائل لجيش من ٣٥٠٠٠ من رجال الشرطة عشية رأس السنة لمنع أي انفجار للغضب بواسطة شباب الأحياء الهامشية (banlieue). اننا نقول: تسقط مطاردة ما يسمى بمكافحة الإرهاب ! تسقط فيجيبيراط (Vigipirate) ! ان حركة العمال يجب أن تدافع عن شباب الأحياء الهامشية !

ان كل من العرب الفلسطينيين والشعوب الناطقة باللغة العبرية في إسرائيل/ فلسطين يدعي لنفسه الحق في نفس قطعة الأرض الصغيرة. ان ممارسة تقرير المصير الوطني في ظل الرأسمالية من جانب واحد سيكون بالضرورة على حساب الجانب الآخر. ان التحرر الوطني للشعب الفلسطيني، بما في ذلك حق جميع اللاجئين وأبنائهم في العودة الى وطنهم، يستلزم بالضرورة ثورات عمالية تحطم الدولة الصهيونية من الداخل وتكتسح المملكة الأردنية الهاشمية، والبعثيين السوريين البونابارتيين وحكام لبنان الرأسماليين، أقطار تحوى في داخلها أعداد كبيرة من السكان الفلسطينيين. اننا نتطلع إلى البروليتاريا في المنطقة على نطاق أوسع، كما هو الحال في مصر، التي كانت مركزا لأضرابات واحتجاجات الطبقة العاملة على مدى السنوات العديدة الماضية. من أجل اتحاد فدرالي اشتراكي للشرق الأوسط !

ان المجتمع الاسرائيلي ليس كتلة رجعية موحدة ولكنه مجتمع طبقي تستغل فيه الطبقة العاملة على أيدي « طبقتها » الحاكمة. ليست لدينا أو هام أنه سيكون من السهل تحطيم شوفينية الطبقة العاملة العبرية. ان فصل البروليتاريا الإسرائيلية عن الصهيونية من المرجح أن يأتي نتيجة لأحداث عنيفة مثل هزيمة عسكرية أو جيشان ثوري في المنطقة. ان التفجيرات الاجرامية اراهبية العنصرية التي تقوم بها قوى فلسطينية ضد المدنيين الإسرائيليين، دافعة السكان العبريين أكثر فأكثر الى أحضان الحكام الصهاينة، لا تجعل هذه المهمة أكثر سهولة. ان مفتاح الحل في إسرائيل / فلسطين، كما في جميع أنحاء المنطقة، هو انشاء أحزاب عمال ثورية تناضل من أجل الثورة الاشتراكية على الصعيد الدولي.

homogène ; c'est une société divisée en classes, avec une classe ouvrière exploitée par sa « propre » classe dirigeante. Nous ne nous faisons aucune illusion qu'il sera facile d'anéantir le chauvinisme de la classe ouvrière hébraïque. Il faudra probablement des événements catastrophiques – comme une défaite militaire ou des soulèvements révolutionnaires dans la région – pour que le prolétariat israélien rompe avec le sionisme. Et cette tâche n'est pas facilitée par les bombardements terroristes indiscriminés et criminels pratiqués par des forces palestiniennes contre des civils israéliens, qui poussent encore davantage la population hébraïque dans les bras des dirigeants sionistes. La clé en Israël/Palestine, comme dans toute la région, c'est de forger des partis ouvriers révolutionnaires qui luttent internationalement pour la révolution socialiste. ■

الاعتداءات الاسرائيلية فان عباس، رئيس السلطة الفلسطينية، ألقى، وبشكل بشع، مسؤولية الهجوم الإسرائيلي على حماس ودعاها الى « وقف اراقة الدماء ».

ان تلك الدعوة توازي خط ادارة جورج بوش، والتي أعلنت، وكما هو متوقعا، انها « تلقى المسؤولية على حماس ». وفي غضون ذلك، فان الرئيس الديمقراطي المنتخب باراك أوباما قد أوضح بجلاء دعمه للهجمات الاسرائيلية على حركة حماس خلال حملة الانتخابات الرئاسية، قائلا : « اذا كان هناك شخص ما يصوب صواريخنا نحو منزلي حيث تنام ابنتي الأثنين ليلا، فسأفعل كل ما في وسعي لمنع ذلك. اننى أتوقع أن يفعل الإسرائيليون نفس الشيء ».

أما فيما يتعلق بالأميراليين الفرنسيين والأوروبيين فهم أيضا قد استنكروا « استفزازت » حماس (وفقا لصحيفة لوفيجارو بتاريخ ٣٠ ديسمبر). فکرد فعل للأستعدادات العسكرية الاسرائيلية، قرر الاتحاد الأوروبي تحت رئاسة نيكولا ساركوزي في منتصف ديسمبر تكثيف علاقاته السياسية مع اسرائيل. فاليوم يستقبل ساركوزي تسيبي ليفني وزيرة الشؤون الخارجية ومن المقرر ان يزور الشرق الأوسط يوم الاثنين للدفاع عن المصالح الامبريالية الفرنسية.

ساركوزي يمكنه أن يعول على دعم الديمقراطيين الاشتراكيين الفرنسيين. فمن الحزب الشيوعي الفرنسي (PCF) الى العصابة الشيوعية الثورية (LCR) كلهم قد وقعوا نداءا إلى تظاهرة ٣٠ ديسمبر يطالب، وفقا لصحيفة « لومانيتيه »، « بوقف المجزرة ورفع الحصار المفروض على غزة فورا وبشكل كامل وتعليق جميع الاتفاقات والعلاقات بين الاتحاد الأوروبي وإسرائيل وفرض عقوبات فورية ضد الدولة الاسرائيلية وحماية مواطني غزة وكافة الشعب الفلسطيني ». لقد أوضح جاكى هينين، عضو البرلمان الأوروبي عن الحزب الشيوعي الفرنسي هذه النقطة في رسالة موجهة الى ساركوزي نشرت في الصحيفة نفسها مطالبا « بوضع قوات تدخل أوروبية بين القوات المتحاربة ».

وهكذا يروج هؤلاء الاصلاحيون اكنوية ان الاتحاد الاوروبي، وبشكل خاص عندما يكون تحت رئاسة برجوازيتهم الفرنسية ويقرر بشكل مستقل عن الامبريالية الاميريكية، يمكن أن يفعل شيئا لمساعدة الشعب الفلسطيني. لقد رأينا قبل سنتين كيف أن الامبريالية الفرنسية، بدعم من الحزب الشيوعي الفرنسية، ارسلت قوات الى جنوب لبنان، في أعقاب فشل الجيش الإسرائيلي، لردع حزب الله عن شن أي عمليات عسكرية جديدة ضد الدولة الصهيونية. ونتيجة لذلك منحت اسرائيل حرية مطلقة في غزة. أن

دافعوا عن الشعب الفلسطيني! لتخرج إسرائيل من الأراضي المحتلة!

حمام الدم الصهيوني في غزة

من اجل اتحاد قدر الى اشتراكي للشرق الأوسط!

شنتها من ناحيتها فان حماس، والتي كانت قد أجات موظفيها من المباني الرسمية، بعد ذلك، ووفقا لمسؤول اسرائيلي، « أعدت موظفيها عندما سمعوا ان كل شيء تم توقيه « (من هارتس على الانترنت ٢٨ ديسمبر ٢٠٠٨). صفحات منهم لقوا حتفهم تحت القصف.

وفي غضون ذلك، في الضفة الغربية، أحكم اطلاق السكان الفلسطينيين بجدار الفصل العنصري حيث يتعرضون لاحتلال عسكري قاتل. بالقرب من رام الله أرتت القوات الاسرائيلية شيا فلسطينيا قبليا ربما بالرصاص أثناء مشاركته في المظاهرات الاحتجاجية ضد الغارات الجوية على قطاع غزة. لتخرج جميع القوات الاسرائيلية والمستوطنون من الأراضي المحتلة!

ان مذبحه اسرائيل الجماعية في غزة قد تم الاعداد لها بوحشية قبل شهر. فوفقا لما أورته صحيفة هارتس على شبكة الانترنت (٢٨ ديسمبر ٢٠٠٨) فان باراك « قد أعطى تعليمات لقوات الدفاع الاسرائيلية للاعداد لهذه العملية قبل أكثر من ستة أشهر، بالرغم من أن اسرائيل قد بدأت تقاوض حول اتفاق لوقف إطلاق النار مع حماس... لقد أعطى باراك أوامرا لتنفيذ حملة شاملة لجميع معلومات استخبارية استهدفت رسم خريطة للبنية التحتية لأمن حماس». لقد وضعت اسرائيل حدا « للهدنة » الهشة مع حماس بشكل فعال ليئة الانتخابات الرئاسية الأمريكية بشأن هجمات في غزة أسفرت عن مقتل ستة من مقاتلي حماس. ونتج عن ذلك هجمات الهاون والصواريخ، غير الفعالة إلى حد كبير، من غزة على المدن الاسرائيلية القريبة والتي استخدمتها اسرائيل كترجيعة للهجوم الشامل.

عبر الشرق الأدنى اندلعت تظاهرات شارك فيها عشرات الالاف، لا تتين المجزرة الصهيونية فقط، وإنما تتين أيضا الانظمة العربية الموردة للولايات المتحدة، وليس ألقها النظام المصري. فقي عشية الهجوم أعلنت وزيرة الخارجية الاسرائيلية تسيبي ليفني الرئيس المصري حسني مبارك على خطط اسرائيل. على الفور هرع مبارك برسالة عدة مئات اضناقية من الحرس لغير الجدار الحدودي الذي يفصل غزة من مصر. وحين ألقم الفلسطينيون الفارين من القصف الاسرائيلي الحدود المصرية أطلق الحراس المصريون النار عليهم. وفقا لشبكة الجزيرة بالانجليزية (٣٠ ديسمبر ٢٠٠٨)، « اعلن مبارك في التلفزيون المصري ان مصر رفح ان يتم إعادة فتحه بالكامل قبل استعادة الرئيس الفلسطيني محمود عباس السلطة في الإقليم». ومن جانبه، ورغم أنه أدان

أثناء ترجمة لمتشور أصدرته العصبية التروتسكية لفرسا (Ligue de France trotskyiste) بتاريخ ١ يناير ٢٠٠٩ تم توزيعه بصورة واسعة أثناء الاحتجاجات والتظاهرات في باريس ضد المذبحة الصهيونية في غزة.

« لكن ملوما ان هذا يحدث في القرن الحادي والعشرين بينما كل العالم ينظر ولكنه يظل صامتا. أتني أتمامل كم هو رخيص الدم الفلسطيني « قال احد سكان غزة (شبكة الجزيرة بالانجليزية ٢٨ ديسمبر ٢٠٠٨). ما يقرب من ٣٧٠ فلسطينيا قد قتلوا وأكثر من ١٧٠٠ جرحوا منذ ان بدأت اسرائيل قصف قطاع غزة قبل ثلاثة أيام. لقد شهد اليوم الأول من الغارات الجوية أعلى حصيلة يومية للقتلى في غزة منذ ان احتلت اسرائيل القطاع والضفة الغربية في الحرب العربية الاسرائيلية عام ١٩٦٧ أضناقة إلى أن أكثر من مائة طن من القنابل قد القيت على واحد من أكثر الأماكن اكتظاظا بالسكان على وجه الأرض. وبينما تطوق القوات والسيارات الاسرائيلية غزة استعدادا لغزو محتمل، أعلن وزير الدفاع يهود باراك الذي يتبنى لحزب العمل، ذلك الحزب البرجوازي بكل ما في الكلمة من معنى، قد أعلنها « حربا شاملة». أننا ندعو للقلاع العسكري عن حركة حماس ضد اسرائيل دون ان نعطي هذه المجموعة الرجعية الاصولية أي دعم سياسي.

ان غزة التي يسكنها مليون ونصف فلسطيني هي أكثر قليلا من معسكر للاعتقال، محاط بسياج مكهرب، وحدودا مغلقة مع مصر والبحر الأبيض المتوسط، يزرع تحت إمرة الطقطة الصهيونية الحاكمة ذات النوايا للابادة الجماعية. بعد حرمانها من الغذاء والوقود والادوية بواسطة الحصار الأمريكي الاسرائيلي منذ ان ثورت حماس الحكم في عام ٢٠٠٧، فان معظم قطاع غزة الآن أكثر قليلا من قطع معدنية ملتوية وحوات مدمرة، ومستشفيات مزودة بالكاد لتواجه سيلا متواصل من الجرحى والمشوهين. وحتى صحيفة نيويورك تايمز الموردة للصهيونية وصفت الهجمات الجوية الأولى التي حدثت بينما تحمعت النساء في الأسواق وغادر الأطفال مدارسهم بأنها « مفيرة للاشمزاز».

الهجمات الجوية الاسرائيلية استهدفت بوجه خاص المباني الحكومية وغيرها من المنشآت التي تحتلها حماس التي لطالما صنفتها الصهيانية والامريكيون بأنها « ارهابية». وفي إطار التحضير لهذه الهجمات، شنت اسرائيل حملة تضليلية مقلدة أنها ستفتح المعابر الحدودية وستوجهل الغارات الجوية التي هدنت